

**■ Qui dépend  
de qui et  
de quoi ?**

**AREZKI DERGUINI**



**■ Omar  
Benbakhti,  
l'intelligence  
au service  
de la cité et  
la mémoire  
à préserver**

**SALAH LAKOUES**



**■ PYROMANES,  
SPÉCULATEURS,  
DÉFAILLANCES**

**Les véritables  
visages des  
incendies  
de forêts !**

**CHERIF ALI**



**■ Livres : nos  
«anciens» !**

**BELKACEM  
AHCENE-DJABALLAH**

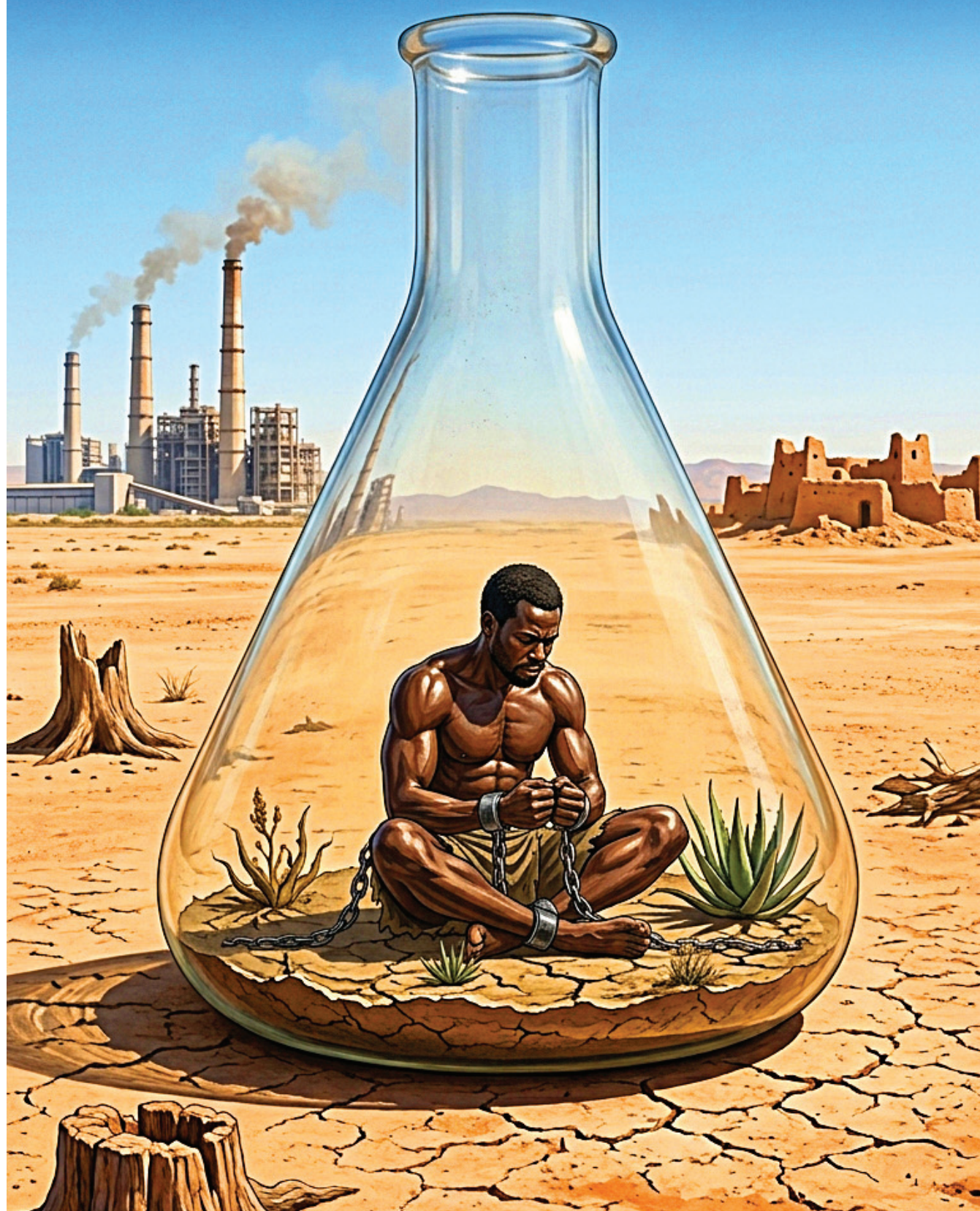
# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

## Le code noir, le rôle positif de la colonisation et sa criminalisation par la loi algérienne

**ABDELKADER LEKLEK**



P.4 à 9

**AU-DELÀ DU CUMUL D'ACTIVITÉS DES ENSEIGNANTS  
UNIVERSITAIRES ET DES SPÉCIALISTES DE SANTÉ PUBLIQUE**

**Ce que révèle réellement le décret 26-202**

**BOUDINA RACHID**

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE



La tension persiste  
L'Iran riposte à une  
attaque américaine

Mohamed Mehdi

Mercredi, 96<sup>e</sup> jour de l'agres-  
sion américano-sioniste  
contre l'Iran. Nouvelle esca-  
lade militaire entre Téhéran et  
Washington, après une attaque amé-  
ricaine suivie d'une riposte iranienn-  
e, au moment où les pourparlers  
indirects sont suspendus entre les  
deux pays, alors que le président  
Trump parle « d'excellents con-  
tacts » avec la partie iranienne et  
prétend même vouloir rencontrer son  
Guide suprême Mojtaba Khamenei.

A l'origine de la nouvelle escalade,  
l'agression menée par le Comm-  
andement central de l'armée américai-  
ne (CENTCOM) contre un pétrolier  
iranien et une tour de communica-  
tion au sud de l'île de Qeshm dans  
le détroit d'Ormuz. Selon des médias  
iraniens, un projectile aurait endom-  
magé la salle des machines du navi-  
re ciblé par le CENTCOM.

Ces attaques américaines ont été  
« lancées depuis le territoire de deux  
pays de la région », a déclaré le mi-  
nistère iranien des Affaires étrangè-  
res dans un communiqué dénonçant  
l'agression. Le communiqué cite  
nommément « le Koweït et Ba-  
hreïn » dont « les dirigeants por-  
tent la responsabilité directe et in-  
contestable des actes d'agression  
commis la nuit dernière ». La  
réaction iranienne est intervenue  
hier à l'aube avec pour cibles :  
un quartier général et une base  
aérienne de la Cinquième flotte amé-  
ricaine, menée par les Gardiens de  
la révolution (CGRI), ainsi qu'un  
navire. « Le Corps des gardiens de  
la révolution islamique (CGRI) a  
attaqué le quartier général de la  
Cinquième flotte américaine, une  
base aérienne et des hélicoptères  
dans un pays de la région à l'aide  
de missiles et de drones », ont rap-  
porté les médias iraniens. La ma-  
rine du CGRI a également ciblé un  
navire qu'elle a identifié comme  
étant le Panaya.

L'AÉROPORT DE KOWEÏT  
CITY TOUCHÉ

Le quartier général et la base aé-  
rienne de la 5<sup>e</sup> flotte américai-  
ne ciblés dans la riposte iranienn-  
e sont précisément situés au Koweït  
et à Bahreïn.

Alors que l'Autorité de l'aviation  
civile du Koweït a annoncé que le  
terminal passagers de l'aéroport in-  
ternational de Koweït avait été atta-  
qué par des drones et des missiles  
iraniens, faisant des blessés et cau-  
sant d'importants dégâts matériels.  
Plus tôt dans la journée, et avant  
l'apparition des images sur les ré-  
seaux sociaux, le Commandement  
central des États-Unis (CENTCOM)  
a annoncé avoir contré avec succès  
une vague d'attaques iraniennes vi-  
sant des pays de la région.

De son côté, le ministère koweï-  
tien de la Santé a annoncé que 63  
personnes avaient été blessées à la  
suite de la « brutale agression ira-  
nienne contre le Koweït », préci-  
sant que parmi les blessés figu-  
raient des civils, des employés d'aé-

roport et des voyageurs, a rapporté  
Al Jazeera.

MARTYR D'UN SOLDAT  
LIBANAIS ALORS QUE  
LES CONTACTS  
DIRECTS AVEC ISRAËL  
SE POURSUIVENT

Une nouvelle réunion s'est  
ouverte, hier, à Washington dans  
le cadre de la poursuite du qua-  
trième cycle de négociations libano-  
israéliennes, au moment où l'armée  
libanaise, citée par Al Jazeera, a an-  
noncé le martyr d'un de ses soldats  
dans un raid aérien israélien. « Un  
soldat est tombé au champ d'hon-  
neur après avoir été ciblé par un raid  
aérien israélien alors qu'il circulait sur  
la route Nabatieh-Kfar Tebnit », a  
indiqué l'armée libanaise.

Plus tôt dans la journée, l'armée li-  
banaise avait annoncé qu'un officier  
et un soldat ont été blessés lors d'une  
attaque d'un drone israélien contre  
un véhicule militaire sur la route de  
Deir Zahrani, dans le Sud-Liban,  
ajoutant que ces opérations hostiles,  
visant à déplacer la population, ré-  
vèlent les véritables objectifs de l'es-  
calade des attaques israéliennes,  
poursuit Al Jazeera.

De son côté, le ministère libanais  
de la Santé a fait état de « 6 mar-  
tyrs, 4 Syriens et 2 Palestiniens »,  
lors d'une frappe aérienne israélien-  
ne dans la région d'Al-Housh, dans  
le district de Tyr (sud-Liban). Le  
ministère a également déclaré  
qu'au moins « deux ambulanc-  
iers ont été tués lors des derniè-  
res frappes israéliennes dans le  
sud du Liban ayant directement  
ciblé une ambulance » apparte-  
nant à l'association Al-Risala à  
Shouhour, dans le district de Tyr.  
Un autre ambulancier a été griè-  
vement blessé et a nécessité une in-  
tervention chirurgicale d'urgence,  
précise le communiqué, rapporté par  
l'agence de presse libanaise NNA.

HUIT SOLDATS  
ISRAËLIENS BLESSÉS  
LORS D'ATTAQUES DE  
DRONES DU HEZBOLLAH

Le Hezbollah a revendiqué, mer-  
credi dans la matinée, une atta-  
que d'artillerie contre des trou-  
pes israéliennes près d'Odaïseh, au  
Sud-Liban. Dans un communiqué  
publié sur sa chaîne Telegram, le  
Hezbollah indique que ses combat-  
tants ont ciblé des troupes israélien-  
nes à Jall al-Hammar, dans la région  
d'Odaïseh, à 12h50 heure locale, à  
l'aide d'obus d'artillerie. Un autre  
« rassemblement de soldats israé-  
liens a été ciblé avec des missiles près  
de Birkat al-Marj, dans le nord de la  
Palestine occupée », a également  
annoncé la Résistance libanaise.

Hier également, le Hezbollah a di-  
fusé une vidéo montrant une atta-  
que au drone FPV contre des trou-  
pes israéliennes au château de Beau-  
fort, au Liban. Mardi, l'armée israé-  
lienne a annoncé que 8 de ses sol-  
dats avaient été blessés lors de deux  
attaques distinctes menées, le jour  
même, par des drones chargés d'ex-  
plosifs dans le Sud-Liban.

Le président de la République reçoit les ministres  
des Hydrocarbures du Nigeria et du Niger

Le président de la République,  
M. Abdelmadjid Tebboune, a  
reçu, mercredi, le ministre  
d'Etat des Ressources pétroliè-  
res (Gaz) de la République fédé-  
rale du Nigeria, pays frère, M.  
Ekperikpe Ekpo, et le ministre  
du Pétrole de la République du

Niger, pays frère, M. Hamadou  
Tini, ainsi que les délégations les  
accompagnant.

Ont assisté à l'audience, le mi-  
nistre d'Etat, chargé de l'Inspec-  
tion générale des services de  
l'Etat et des Collectivités loca-  
les, M. Brahim Merad, le minis-

tre d'Etat, ministre des Hydro-  
carbures, M. Mohamed Arkab,  
le conseiller auprès du président  
de la République, chargé des  
affaires diplomatiques, M. Amar  
Abba, et le Président-directeur gé-  
néral du groupe Sonatrach, M.  
Nour Eddine Daoudi.

Tebboune préside une cérémonie en l'honneur  
de l'élite sportive nationale couronnée  
au niveau mondial

Le président de la République, M. Abdelmadjid Teb-  
boune, a présidé, mercredi à Alger, une  
cérémonie en l'honneur de l'élite sportive

nationale, couronnée dans diverses compétitions  
internationales et championnats mondiaux.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

À écouter certains in-  
dividus qui se pré-  
sentent comme op-  
posants politiques  
sur les réseaux et les platefor-  
mes numériques, on pourrait

presque croire que leur mission quotidienne  
consiste à annoncer la chute imminente du  
pays, à scruter la moindre difficulté pour la  
transformer en crise nationale, et à voir dans  
chaque institution non pas un appui mais un  
obstacle par défaut.

Ce qui surprend, ce n'est pas la critique en  
elle-même. Elle est normale, parfois même né-  
cessaire. Ce qui surprend, c'est la manière dont  
elle est formulée. Rarement tournée vers des pis-  
tes concrètes, rarement connectée au réel - éco-  
nomie, école, emploi, vie quotidienne, elle don-  
ne plutôt l'impression d'une obsession du blocage.  
Comme si tout devait être lu à travers le pris-  
me de la rupture, de la panne, du pire scénario  
possible. À force d'entendre toujours le même  
style de buzz, une question finit par s'imposer  
presque naturellement : où s'arrête l'opposition  
et où commence autre chose, quelque chose de  
plus fermé, de plus systématique.

Il existe une ligne assez simple, entre contes-  
ter un gouvernement et contester un pays, entre  
critiquer une décision et fragiliser les institutions  
qui tiennent l'édifice, entre proposer une alter-  
native et espérer, même indirectement, que le  
chaos finisse par donner raison. Cette ligne, par-  
fois, on a l'impression qu'elle devient floue. Vo-  
lontairement floue, peut-être. Une opposition qui  
voit dans le désordre une opportunité, est-ce en-  
core une opposition ? Une opposition qui attend  
l'échec du pays avec plus d'impatience que ses  
réussites, parle-t-on encore de la même logique  
politique ? Une opposition qui finit par mesurer  
ses « victoires » à la difficulté nationale se re-  
trouve, sans s'en rendre compte, à commenter  
un déclin qu'elle appelle de ses vœux. Là, claire-  
ment, quelque chose change de nature. Puis il y a  
ce glissement plus subtil, presque silencieux mais  
déterminant : celui d'un discours qui ne se con-  
tente plus de contester des politiques publiques,  
mais qui s'installe dans une remise en cause plus

large, plus profonde, parfois  
jusqu'aux institutions elles-  
mêmes. À ce moment-là, on  
ne discute plus seulement  
d'orientations ou de déci-  
sions, on touche à ce qui fait

tenir l'ensemble debout. Et ce n'est pas anodin.  
Critiquer une décision reste un droit. Mais quand  
la critique devient une mécanique de délégitima-  
tion continue des piliers de l'État, on change de  
registre, sans toujours s'en rendre compte.

L'histoire, elle, est assez constante sur ce point  
: les sociétés qui durent sont celles qui savent  
préserver leurs fondations, même dans la tempê-  
te du débat politique. Aucun pays ne gagne en  
solidité en fragilisant ses propres appuis. Et puis  
il y a ce détail qui revient souvent, parfois même  
un peu dérangent : la facilité avec laquelle cer-  
tains reprennent des discours venus d'ailleurs,  
les mêmes éléments de langage, les mêmes accu-  
sations, les mêmes grilles de lecture, comme si  
tout circulait sans filtre, sans adaptation, sans  
ancrage réel. Là, une question se pose, sans ex-  
cès mais franchement : à quel moment une voix  
critique devient-elle le relais d'autres agendas ?  
À quel moment parle-t-on encore d'opposition na-  
tionale, et à quel moment bascule-t-on dans une  
lecture qui ne défend plus vraiment les intérêts  
du pays ? Parce qu'une opposition digne de ce  
nom peut être dure, même tranchante, mais elle  
garde une boussole simple : l'intérêt national. Elle  
peut s'opposer au pouvoir sans toucher aux fon-  
dations, elle peut réclamer des changements sans  
fragiliser la cohésion, elle peut dénoncer sans  
casser le lien commun... sinon, on change de re-  
gistre. Et là, ce n'est plus vraiment de l'opposi-  
tion. C'est une logique de contestation perma-  
nente sans horizon, presque un réflexe de rejet.  
C'est assez clair : aucune société ne s'est cons-  
truite en misant sur l'affaiblissement de ses insti-  
tutions ou sur l'espoir du chaos. Les pays avan-  
cent quand les désaccords restent contenus par  
une idée simple, presque évidente, même si elle  
se perd parfois dans le bruit : l'État peut être  
critiqué, oui, mais jamais démantelé dans l'es-  
prit... et la patrie, même contestée, reste quel-  
que chose qu'on sert avant de la juger.

Sayoud reçu par Emmanuel Macron

Le ministre de l'Intérieur, des  
Collectivités locales et des  
Transports, M. Saïd Sayoud, a été  
reçu, à Paris, par le président fran-  
çais, M. Emmanuel Macron, indi-  
que un communiqué du ministère.  
"M. Sayoud a été reçu, mardi au

Palais de l'Elysée, par le président  
français, M. Emmanuel Macron,  
avant la tenue d'une séance de  
travail élargie, en présence du  
ministre français de l'Intérieur,  
M. Laurent Nunez", précise la  
même source.

A noter que M. Sayoud, ac-  
compagné d'une délégation de  
haut niveau, a effectué une visite  
de travail en France à l'invitation  
de son homologue français, après  
la visite de ce dernier en Algérie  
les 16 et 17 février.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96  
042.06.14.33 / 042.06.03.29

Fax Pub et Rédaction:  
042.06.31.98  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Algérie-Niger  
**Sifi Ghrieb inaugure à Niamey la centrale électrique de solidarité**

**Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a coprésidé, mercredi à Niamey, avec son homologue nigérien, M. Ali Lamine Zeine Mahaman, la cérémonie d'inauguration de la centrale électrique de solidarité algéro-nigérienne d'une capacité de 40 mégawatts, réalisée à Gorou Banda à titre de don de la République algérienne démocratique et populaire à la République du Niger.**

Ce projet a été réalisé en application des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la solidarité africaine et à promouvoir la coopération Sud-Sud.

Il a été réalisé par Sonelgaz International, sous la supervision du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, dans un délai record n'excédant pas trois mois et dans le strict respect des normes techniques internationales en vigueur dans le domaine de la production et du transport de l'électricité.

Le projet comprend la création d'une centrale de production d'électricité dotée de deux (2) turbines à gaz d'une capacité de 20 mégawatts chacune et le développement du réseau de transport et de distribution de l'électricité, et ce, dans le cadre de la coopération entre Sonelgaz International et la Société nigérienne d'électricité (Nigelec), contribuant ainsi au transfert d'expertises techniques et au renforcement de l'intégration régionale dans le secteur énergétique. Conformément à l'approche globale adoptée dans la réalisation de ce projet, alliant développement des infrastructures, transfert d'expertises et renforcement des compétences locales, une attention particulière a été accordée à la formation des ressources humaines nigériennes, à travers l'organisation d'une session de formation spécialisée en Algérie au profit d'agents de Nigelec. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Sifi Ghrieb a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, à renforcer davantage les relations de fraternité et de coopération avec la République du Niger, pays frère, et à œuvrer de concert à l'édification d'un espace régional où règnent la sécurité, la stabilité, le développement et la prospérité.

L'inauguration de cette centrale marque le point de départ d'une dynamique prometteuse de projets communs, a-t-il dit, ajoutant que cette réalisation montre comment la coopération africaine fondée sur la solidarité, la confiance et le respect mutuel peut contribuer au développement et répondre aux aspirations des peuples africains.

Ce projet représente la première grande réalisation stratégique concrétisée dans le cadre de la nouvelle dynamique de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, qui s'est renforcée à la suite de la visite en Algérie du président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée

Abdourahamane Tiani, avec l'accélération qui s'en est suivie dans les consultations politiques et l'élargissement des programmes de coopération bilatérale, a-t-il poursuivi.

Et de souligner que la livraison du projet plus de six mois avant les délais prévus reflète le niveau de mobilisation et de coordination entre les deux parties et témoigne de la forte volonté politique des dirigeants des deux pays de faire passer les relations bilatérales de la phase des accords à celle des réalisations concrètes.

Il a, en outre, évoqué la dimension humaine des relations algéro-nigériennes, affirmant que la coopération entre les deux pays ne se limite pas aux aspects économique et énergétique, mais s'étend à des projets à caractère social et humanitaire reflétant la profondeur des liens fraternels entre les deux peuples, tout en assurant que l'Algérie continuera d'accompagner le Niger dans la réalisation de projets de développement.

De son côté, le Premier ministre de la République du Niger a exprimé la reconnaissance et la gratitude de son pays envers l'Algérie, dirigeants et peuple, pour cette initiative de solidarité, qui reflète la profondeur des relations fraternelles et historiques entre les deux pays, saluant, par là même, le niveau de la coopération bilatérale et l'importance stratégique de ce projet dans le renforcement des capacités nationales de production d'électricité et l'amélioration des services énergétiques.

Cette réalisation marque une étape importante dans le parcours du partenariat entre les deux pays, a-t-il soutenu. La cérémonie d'inauguration s'est poursuivie par la distinction du Premier ministre, du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables et de nombre de responsables, à qui des médailles et des attestations de mérite ont été remises en reconnaissance des efforts déployés pour la concrétisation de cet acquis énergétique.

La cérémonie s'est achevée par le dévoilement de la plaque commémorative, marquant la mise en service officielle de la centrale.

Les membres de la délégation ont ensuite visité ses différentes installations pour s'enquérir des systèmes d'exploitation, des équipements et des structures de production. A cette occasion, une photo de famille a été prise pour immortaliser cet événement, qui illustre la solidité du partenariat algéro-nigérien et traduit la volonté commune de renforcer la coopération bilatérale et de soutenir l'intégration économique sur le continent africain.

Bac  
**La protection civile met en place un dispositif préventif**

Un dispositif national "préventif, opérationnel et intégré", destiné à réunir les meilleures conditions de sécurité des épreuves de l'examen du Baccalauréat 2026, a été mis en place par la Direction générale de la Protection civile (DGPC), indique mercredi, un communiqué de la DGPC.

"Dans le cadre des préparatifs à la sécurisation des épreuves du Baccalauréat session juin 2026, organisées par le ministère de l'Education nationale (Office national des examens et concours, ONEC), la DGPC a mis en place un dispositif préventif et opérationnel intégré visant à garantir le bon déroulement de cet important rendez-vous scolaire national et assurer les meilleures conditions de sécuri-

té aux candidats et aux encadreurs", précise la même source, soulignant que ce dispositif a permis de "mobiliser près de 8000 agents d'intervention de différents grades, appuyés par 588 ambulances et 292 engins anti-incendie".

A cet effet, les services techniques de la Protection civile ont entrepris une série de visites de contrôle préventives aux annexes de wilayas, relevant de l'ONEC ainsi qu'aux établissements scolaires retenus pour accueillir les centres d'examens et de correction, afin de "vérifier les conditions de sécurité, s'assurer de la disponibilité des moyens de prévention et de protection et le respect des normes de sécurité en vigueur".

Le dispositif prévoit aussi "la présence permanente et continue"

des agents de la Protection civile au niveau des centres d'examen ainsi que "la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires". A ce titre, "le Centre national d'impression des sujets du Baccalauréat a bénéficié d'un dispositif de sécurisation, un mois avant le début des examens et sera maintenu jusqu'à la fin de l'opération".

La même source relève que le dispositif assurera "une couverture complète" de l'ensemble des centres de correction concernés, alors que "des cellules de veille et de suivi en temps réel des examens ont été installées au niveau des différentes dairas, en plus des postes de commandement qui seront activés au sein des unités principales de la Protection civile".

Raïna  
 Raïkoum

Mohand El Hocine Ouffroukh

**Egoïsme et générosité: ce grand paradoxe humain**

**L'egoïsme est un trait négatif qui nuit considérablement aux relations humaines et à la cohésion sociale. Il incite les individus à ne penser qu'à leurs propres intérêts, sans tenir compte des sentiments ni des besoins d'autrui. Face à la montée de l'individualisme dans la société, l'egoïsme est devenu un phénomène qui mérite une attention particulière et l'analyse de ses effets néfastes.**

**Les effets de l'egoïsme ne se limitent pas à l'aspect social, mais s'étendent également à l'aspect psychologique, car la personne égoïste vit dans un état constant d'anxiété et de peur pour ses propres intérêts, ce qui la prive du véritable sentiment de bonheur et de bien-être psychologique.**

**L'egoïsme dans la société algérienne est un problème complexe, il serait injuste de généraliser et de supposer que toute la société est égoïste, en réalité la société algérienne présente une contradiction flagrante dans ce domaine: on observe des gestes humains, de fortes manifestations de solidarité et de générosité, mais aussi des comportements individuels caractérisés par l'egoïsme ou un individualisme forcené. Parmi les facteurs qui contribuent à cette perception d'un accroissement de l'esprit d'egoïsme, l'on peut citer, entre autres: - pressions économiques et sociales: la difficulté d'atteindre la stabilité a conduit nombre de personnes à privilégier leur survie personnelle au détriment du bien-être commun - Confiance ébranlée: beaucoup ont perdu confiance en autrui et chacun cherche donc, à se protéger - la culture des apparences et la compétition sociale: no-**

**tamment avec les réseaux sociaux, la réussite se mesure désormais à l'aune des belles voitures, des voyages ou de l'influence, ce qui renforce davantage l'individualisme**

**-l'éducation des expériences quotidiennes: lorsqu'une personne constate que celles qui respectent certaines règles sociales à l'exemple des files d'attente sont désavantagées, par rapport aux autres, alors, elle adopte une pensée individualiste. Cependant, la société algérienne conserve de fortes valeurs collectives, à titre illustratif: - solidarité en cas de maladie, de décès et de mariages... - l'initiative des paniers alimentaires et l'aide aux personnes en difficulté pendant le mois sacré de Ramadhan - l'entraide de voisinage dans les quartiers populaires - les veillées communautaires lors de catastrophes ou d'incendies... etc**

**Le problème, finalement, ne se résume peut-être pas à un simple «egoïsme» mais plutôt à un conflit entre: les valeurs traditionnelles de solidarité et les pressions de la vie moderne qui exhortent, beaucoup plus, les individus à se concentrer, uniquement, sur eux-mêmes.**

**Pour atténuer ce phénomène, il convient de promouvoir dès le plus jeune âge, les valeurs de générosité et de coopération, d'altruisme et de tolérance, tant au sein de la famille que dans les institutions éducatives, tout en encourageant, le respect d'autrui et le bénévolat qui favorisent l'esprit de participation et d'entraide. En conclusion, l'egoïsme demeure un fléau qui menace la stabilité des relations humaines, tandis qu'aimer les autres et coopérer avec eux est l'un des facteurs les plus importants pour construire une société fondée sur le respect, la fraternité et la cohésion.**

**La CASNOS met en garde contre des sites électroniques frauduleux**

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a appelé, mercredi dans un communiqué, l'ensemble des assurés sociaux à faire preuve de vigilance face aux sites électroniques frauduleux qui usurpent son identité ou proposent des services en son nom".

**Incendie au siège du ministère de l'Education**

Le ministère de l'Education nationale a indiqué, mercredi dans un communiqué, que tous ses services fonctionnent normalement sans que l'incendie survenu mardi soir dans son bâtiment n'ait eu la moindre incidence sur leurs activités. "L'incendie qui s'est déclaré, mardi soir à 19h08, à la suite d'une étincelle électrique dans le salon d'honneur du ministère, a été totalement maîtrisé grâ-

ce à l'intervention immédiate des services de la Protection civile", précise la même source.

Dans son communiqué, le ministère a tenu à rassurer l'ensemble des citoyennes et citoyens, la communauté du secteur, les élèves et leurs parents en affirmant que "tous ses services fonctionnent normalement sans la moindre incidence".

Le ministère a également adres-

sé ses remerciements et exprimé sa gratitude aux services de la Protection civile et de la Sûreté nationale, ainsi qu'à toutes les autorités qui ont contribué à l'intervention rapide et efficace pour éteindre l'incendie et sécuriser le siège, saluant "le sens élevé des responsabilités et la coordination rigoureuse relevés tout au long de l'intervention", conclut le communiqué.



# Le code noir, le rôle positif de la colonisation et sa criminalisation par la loi algérienne

**Non satisfaits des richesses qu'ils ont pu engranger suite à leurs conquêtes coloniales aux quatre du globe. Les rois, empereurs, et autres couronnes d'Occident, entendaient faire fructifier in situ, à tout prix leurs accumulations et leurs profits.**

Par Abdelkader Leklek

Cette stratégie leur permettait d'offrir un prétendu bien-être à leur population, de maintenir une paix sociale, même pour un temps, mais à dessein : conserver le pouvoir.

Et pour que tout cela perdure, il fallait conceptualiser et construire un corps de doctrine, lui adapter des outils et des instruments pour le rendre fonctionnel, lucratif et juteux.

Dès lors et en vue d'adjuger licence à toutes les formes de déprédation, il fallait une assise juridique officielle qui garantît toutes les pratiques de pillage, agrémentées de la matrice complète des dévastations.

## LE CODE NOIR : UNE POUSSIÈREUSE OFFENSE À L'HUMANITÉ

Le Code noir est l'un de ces dispositifs négriers européens, au nombre des montages propres au commerce triangulaire, qui se ressourcent d'eux-mêmes pour soumettre des hommes, des femmes et des enfants. Le but, les déshumaniser afin de prospérer économiquement, sans aucune contre partie à part soumettre les autres à la contrainte physique et l'oppression psychologique. Cet infâme identifiant de la marchandisation de la personne humaine est un coprolithe qui s'est rappelé à la conscience humaine depuis peu, à l'occasion de la criminalisation de la colonisation française de l'Algérie.

C'est à l'occasion de la discussion de la proposition de loi, qui a été adoptée à l'unanimité en commission parlementaire et qui a fait l'objet d'un examen par l'assemblée nationale française le jeudi 28 mai 2026.

À l'origine de cette proposition - d'abrogation, quand bien même formelle, car devenue entre-temps, obsolète et caduque- Olivier Serva et Max Mathiasin députés guadeloupéens, le 16 septembre 2025, demandaient en ces termes l'extinction de ce texte fossile négrier : « Oui, la France a déclaré la traite négrière « crime contre l'humanité ». Oui, nous avons une « journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions » : le 10 mai. Oui, nous avons une « journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial » : le 23 mai. Mais, non, la France n'a jamais abrogé le Code noir. »

Le jeudi 28 mai 2026, les 254 députés présents, issus de tous les groupes politiques de l'assemblée nationale française, ont soutenu la proposition de loi, présentée par le groupe LIOT (Liberté, indépendants, outre-mer et territoires). Elle visait l'abrogation de ces édits royaux datant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

## DE QUOI S'AGIT-IL EN RÉALITÉ ?

C'est un texte qui date d'Aout 1685. Il est intitulé : " le code noir ou édit du roy servant de règlement pour le Gouvernement et l'Administration de Justice et la Police des Iles Françaises pour la discipline et les commerce et esclaves dans la dans ledit Pays. Ce recueil d'édits royaux pondus par Louis XIV et Louis XV". Cet édit de l'asservissement mercantile est une série d'ordonnances royales, rédigées

par Jean Baptiste Antoine Colbert, (1651/1690) fils de l'autre Colbert, le ministre de Louis XIV, dit le Grand Colbert. Il succèdera à son père à la tête de marine royale qu'il développera fortement notamment en direction de l'Amérique du nord où la France avait des possessions coloniales.

Et par voie de conséquence où se développera la traite négrière qui fera la fortune des européens de l'occident, la France y compris. Huit embarcadères français sur les douze ports négriers avaient organisés 4 400 expéditions d'esclaves entre le XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle. Le Portugal, la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark et d'autres états avaient forcé à l'esclavage plus de 12 millions d'africains dont 2 millions mourront au cours de ce barbare transbahutage humains et n'arriveront jamais à destination. C'est ce commerce d'être humains qui a fait la prospérité de l'Europe occidentale. En France des villes comme Nantes, La Rochelle, Bordeaux, le Havre, Marseille et d'autres ont connu des essors faramineux et leurs marchands d'êtres humains se sont injurieusement embourgeoisés. Cette accumulation de richesses était alors encadrée par ce code noir appliqué aux africains réduits à esclaves et à leurs enfants déportés dans les colonies françaises aux Amériques.

C'est une recension de 50 ans d'activités esclavagistes et de traite négrière qui tire ses fondements de la doxa qui au 15<sup>ème</sup> siècle remettait en question et contestait l'origine unique de l'humanité, dont les ténors étaient en France Isaac la Péryère (1596/1676). Il était surnommé : l'israélite aux quatre religions, il développa sa théorie dite des préadamites, selon laquelle Adam ne serait pas le premier homme de la Création. Sur cette spéculation qu'un autre français, médecin voyageur, François Bernier (1620/1688) théoriserait à partir d'un article intitulé : " la Nouvelle division de la terre par les différentes espèces ou races d'hommes qui l'habitent" les principes qui allaient établir pour des siècles la division de l'humanité en races sur le fondement de la couleur de peau.

La compilation des édits négriers avait commencé par le père Colbert, sur ordre de Louis XIV et achevée par Colbert le fils. Elle est structurée en 6 chapitres traitant de : la religion, nourriture, police, délits et sanctions, statut et incapacité, saisies et esclaves biens meubles, émancipation, totalisant 60 articles.

En fait une énonciation de dispositions d'une cruauté inouïe, dont voici un aperçu : ART. 14. — Les maîtres seront tenus de faire enterrer en terre sainte, dans les cimetières destinés à cet effet, leurs esclaves baptisés. Et, à l'égard de ceux qui mourront sans avoir reçu le baptême, ils seront enterrés la nuit dans quelque champ voisin du lieu où ils seront décédés.

ART. 33. — L'esclave qui aura frappé son maître, sa maîtresse ou le mari de sa maîtresse, ou leurs enfants avec contusion ou effusion de sang, ou au visage, sera puni de mort.

ART. 34. — Et quant aux excès et voies de fait qui seront commis par les esclaves contre les personnes libres, voulons qu'ils soient sévèrement punis, même de mort, s'il y échet.

ART. 38 — L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule ; s'il récidive un autre mois à compter pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; et, la troisième fois, il sera puni de mort.

ART. 42. — Pourront seulement les maîtres, lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité, les faire enchaîner et les faire battre de verges ou cordes.

ART. 44. — Déclarons les esclaves être meubles et comme tels entrer dans la communauté, n'avoir point de suite par hypothèque.

ART. 45. — N'entendons toutefois priver nos sujets de la faculté de les stipuler propres à leurs personnes et aux leurs de leur côté et ligne, ainsi qu'il se pratique pour les sommes de deniers et autres choses mobilières.

ART. 46. — Seront dans les saisies des esclaves

observées les formes prescrites par nos ordonnances et les coutumes pour les saisies des choses mobilières.

Cette façon d'envisager la vie d'autres humains est propre à l'idéologie française du temps de composition de ce recueil d'ordonnances royales. Cette compilation d'indignités humaines et d'abjections ne peut-être classée erreur de jeunesse puisqu'elle s'est étendue sur 50 ans. Le code noir est le fruit d'une expérience qui avait été réglementée et instituée à des fins cupides et fortement rémunératrices de l'esclavage aux Caraïbes, depuis son remugle et ses exhalaisons persistent toujours un peu partout dans le monde, autrement accoutrés. C'est un vestige qui date d'avant l'abolition de l'esclavage, 27 avril 1848, il y a 178 ans qui fait cependant, toujours partie de l'indexe juridique de la France et de son histoire.

D'ailleurs il a même survécu 25 ans encore, depuis la loi n° 2001-434 du 21 mai 2001, tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, dite loi Taubira, députée de Guyane. Cette loi énonçait en son article premier : "La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du xve siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité". Ainsi, les discours de bonnes intentions, la France n'a jamais achevé son mea culpa.

Est-ce une omission, ou bien un acte délibéré et pleinement assumé ? D'autant plus que de part le monde entier, la question de l'esclavagisme refait surface et partout sur la terre des hommes et des femmes reconnaissent et endossent leurs aberrations et celles de leurs devanciers. La dernière position en date, et pas des moindres, est venue du Pape Léon XIV qui a de bonne foi, demandé pardon, dans sa lettre encyclique Magnifica Humanitas, sur la protection de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle, qui dans le paragraphe 176 dit : " Il s'agit d'une blessure dans la mémoire chrétienne de laquelle nous ne pouvons nous considérer étrangers. Il est inévitable d'éprouver une profonde douleur en considérant l'énorme souffrance et l'humiliation que l'esclavage a signifiées pour tant de personnes, infiniment aimées par le Seigneur, en contraste avec leur dignité sans limites. C'est pourquoi, au nom de l'Église, je demande sincèrement pardon".

Et de poursuivre dans le paragraphe 177 : "C'est précisément pour cette raison que le souvenir de la complicité et de l'aveuglement d'hier, face à l'injustice de l'esclavage, devient pour nous un appel à la vigilance : ce que nous avons appris doit se traduire en discernement et responsabilité dans le présent. Si nous ne voulons pas avoir à demander pardon à l'avenir pour ne pas avoir été fidèles au trésor de la dignité humaine que renferme notre foi, c'est à nous aujourd'hui d'être directs et fermes dans la dénonciation de la traite sous ses multiples formes et de soutenir, pas à pas, aux côtés de tous ceux qui s'y engagent, des parcours concrets de prévention, de protection, de libération et de réhabilitation".

En tout état de cause, en l'espèce, ce déni mémoriel affirmé ou bien refoulé demeure une offense en direction de toutes les victimes de par le monde, de leurs descendants et de tous ceux et celles qui luttent contre toutes les formes de racisme et toutes les théories ethnocistes qui les supportent. Les responsabilités demeurent en l'occurrence, entières.

Dès lors et dans la même veine, encore que la comparaison ne soit de mise, ni appropriée ici, le travail mémoriel sur les conséquences de la colonisation Française de peuplement de l'Algérie annonçait à plusieurs reprises n'a jamais connu de mise en œuvre, sinon par intermittences tièdes, souvent étouffées par les forgerons de rêves de droite et d'extrême droite. Dans de pareilles conditions et sans ce travail qui demeure de l'ordre de projet, il est difficilement envisageable que les générations puissent se construire et bâtir en partage un mémoriel libéré du lest de ce passé chargé de douleurs physiques et autres traumatismes psychologiques. Comme dirait l'historien Henry Rousso : "ce passé qui n'arrive pas à passer.

Les intentions d'aller à la rencontre de l'his-

toire, de l'affronter pour restituer ce qui s'est réellement passé a toujours manqué de sincérité et d'élégance côté français.

Bien au contraire quand on croit entrevoir une décision d'y aller, il y a souvent eu des détails qui ont tout fait dérailler. Il y a fréquemment eu des relents de rancœur, de ressentiment, voire de la haine sournoise. Comme dirait quelqu'un : " si c'est flou, c'est qu'il y a le loup". Souvent venant de métropole tout ce qui semble au premier abord droit, franc, sincère et loyal, se révèle en définitive, trompeur, faux, dissimulateur, insidieux et traîtreux. Comme dit l'adage, du côté nord de la méditerranée, le diable s'est toujours caché dans le détail. Sinon en paraphrasant le philosophe pharmacologue suisse Paracelse : " le poison est dans la dose pas dans la chose".

## LA LOI FRANÇAISE DE 2005 PRETENDAIT REECRIRE L'HISTOIRE

Le plus éloquent exemple de manifestation de cette attitude fut porté par l'article 4 de la loi française du 23 février 2005, portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés. L'article quatrième, noyé dans le texte de la dite loi disposait : " Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit ". En quelques mots, ce paragraphe fourré dans le corps du texte, efface et balaie tout le catalogue des horreurs et des violences colonialistes endurées par les algériens durant 132 ans. En plus d'être unilatérale, politique et douteuse dans ses visées, ce genre de législation, au lieu poser un cadre dont le but, même à long ; serait de permettre aux spécialistes, professionnels, experts et autres praticiens de travailler sereinement en respect de l'honnêteté intellectuelle et de l'éthique pédagogique, avait voulu dicter à tous, la version officielle française de l'histoire dictée par les institutionnels aux commandes du pays à un moment précis. Des réactions se firent entendre. Bien entendu, elles vinrent de praticiens de l'histoire français dont l'historienne Lucette Valensi, soutien du FLN historique. Ce panel avait réagi dans tribune publié par le journal le Monde le 24 mars 2005 dans laquelle, des historiens de renom interpelaient les promoteurs de cet absurde contresens ainsi : " Il faut abroger d'urgence cette loi : - parce qu'elle impose une histoire officielle, contraire à la neutralité scolaire et au respect de la liberté de pensée qui sont au cœur de la laïcité ; parce que, en ne retenant que le « rôle positif » de la colonisation, elle impose un mensonge officiel sur des crimes, sur des massacres allant parfois jusqu'au génocide, sur l'esclavage, sur le racisme hérité de ce passé ; - parce qu'elle légalise un communautarisme nationaliste suscitant en réaction le communautarisme de groupes ainsi interdits de tout passé". En votant un pareil texte les députés UMP de l'époque, redevenu depuis 2015, Les Républicains, entendaient réinterpréter l'histoire, et par le biais de ce perfide, couard et baveux fait d'arme, déposer les Algériens de leur mémoire et ignorer toutes les monstruosité endurées dès la prise d'Alger.

Dans son livre publié en 2004, aux éditions Plon : " main basse sur Alger, enquête sur un pillage (1830) le journaliste d'investigation, Pierre Péan note que durant les premières semaines de la conquête de l'Algérie par l'armée coloniale française, les Français en campagne guerrière avaient volé l'immense trésor de la Casbah et rapatrié pour plus de 500 milliards de francs de l'époque, soit l'équivalent de plus de 4 milliards d'euros d'aujourd'hui. Le pillage des richesses de l'Algérie durera jusqu'au 3 juillet 1962.

À Suivre



# ■ Qui dépend de qui et de quoi ?

**L'indépendance est dans l'interdépendance. Nous parlons d'autonomie individuelle, mais par rapport à quoi et à qui ? Pauvres en dedans et riches en dehors. L'économie à venir sera morale ou ne sera pas.**

Par Arezki derguini

**L**indépendance et dépendance sont in terdépendances. Tout est interdépendance. L'indépendance limite l'interdépendance, elle ne s'en défait pas, elle marque le dedans et le dehors de l'interdépendance. La dépendance subit l'interdépendance. Il faut distinguer entre interdépendances internes et interdépendances externes. L'autosuffisance qui n'a pas de prix est interdépendance suffisante, les interdépendances internes peuvent alors se passer d'interdépendances externes. Quand une économie est contrainte de se fermer, sans une certaine autosuffisance, elle se disloque. Lorsque les interdépendances internes dépendent des externes, mais ne sont pas en mesure de s'en couper, lorsque sans les interdépendances externes les interdépendances internes se rompent, l'ensemble se disloque, il y a fragmentation. Un ensemble dont les interdépendances se rompent se reconstitue en ensemble que forment les interdépendances qui subsistent. Il vaut mieux parler d'ouverture et de fermeture à l'égard de certaines interdépendances. Une société est un corps vivant, celle qui peut se fermer sur certaines interdépendances et peut s'ouvrir à certaines interdépendances sans se rompre est une société résiliente. Une société peut et doit vouloir dépendre d'un monde et pas d'un autre. Une société est performante lorsque ses interdépendances internes sont en mesure de créer des interdépendances externes étendues qui en retour renforcent ses interdépendances internes. Une société est en voie de contraction lorsque les interdépendances externes fragilisent les interdépendances internes, elle est en voie de fragmentation lorsque les premières peuvent rompre les secondes. Tout est interdépendance, une société qui dépend moins d'une autre qu'elle ne dépend d'elle, n'en dépend pas moins d'elle. Elles dépendent l'une de l'autre, mais différemment dans leur pouvoir de négociation. Et ce pouvoir de négociation dépend précisément des relations d'interdépendances internes, de leur unité objective et subjective.

Les sociétés des individus se multiplient dans le monde, elles ne sont pas simplement le résultat de choix sociaux, mais aussi des effets de la division sociale du travail, elle-même portée par les révolutions industrielles. La société de demain ne ressemblera pas à la société d'hier, la division du travail sera portée par une nouvelle révolution industrielle. Nous parlons d'autonomie individuelle, mais par rapport à quoi et par rapport à qui ? L'individu n'existe que par ses interdépendances, ce sont elles qui définissent l'individu et non l'inverse. L'individu ne peut agir sur ses interdépendances que de manière collective. Consciemment ou inconsciemment, par mimétisme ou prévision. L'individu de demain ne sera pas celui d'hier, parce qu'il n'appartiendra pas à la même société, et la société au même monde. La polarisation du marché du travail avec la nouvelle révolution industrielle dont l'intelligence artificielle ne reproduira pas la société de la révolution industrielle précédente. La classe moyenne stabilisatrice de la société ne sera pas celle des révolutions antérieures.

La nouvelle révolution industrielle avec la polarisation du marché du travail concentre le savoir à un pôle de la société. Elle le transporte dans une mégamachine. Le savoir est la richesse d'une société. Celle qui le concentre est la plus riche, celle qui en est privée est la plus pauvre. Le savoir est savoir subjectivé, savoir incorporé par la société, savoir-faire et savoir-être. Il est savoir objectivé, machine-outil de la productivité sociale. Savoir objectivé et savoir subjectivé vont de pair. Le savoir est distribué dans la société en savoir objectivé et savoir subjectivé, ils tendent à être inégalement distribué. Avec l'intelligence artificielle et ce qui la porte,

le savoir a tendance à se subjectiver dans la machine. Il passe de la société humaine à la machine ; d'extérieur à la machine, il lui devient intérieur. Avec ce seul mouvement, sans un autre mouvement de la machine à l'humain qui redistribue le savoir et le travail, ou sans un autre rapport de la machine et de l'humain, l'humain devient inutile. Et c'est là que se séparent la Chine et d'autres avec l'Occident, ils n'ont pas le même rapport de l'humain et du non-humain. Alors que l'Occident dissocie l'humain et le non humain, la Chine et d'autres sociétés les associent dans un continuum. L'intelligence artificielle menace l'Occident dans sa foi, la foi que le monde tourne autour de l'humain et donc de l'individu, son anthropocentrisme. Elle met ses croyances en crise. Celles de la Chine et d'autres sociétés s'accrochent d'une intelligence supérieure à celle de l'homme. L'homme n'a pas été créé à l'image de Dieu.

Il y a des sociétés qui sont pauvres en dedans, pauvres en savoir-faire et en savoir-être, et riches en dehors de possessions et de consommations. Elles sont des sociétés qui ont échoué à interioriser un savoir et à l'objectiver.

## L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE SERA MORALE OU NE SERA PAS

**U**ne société ne peut plus se suffire et pour tant elle n'est pas vraiment une société si elle ne peut pas se suffire dans une certaine mesure. Ouverte au monde, elle doit pourtant pouvoir se fermer. Réduite à un minimum de subsistance elle doit pouvoir se reproduire. Pour cela, elle peut devoir se fragmenter. Elle se fragmente parce qu'étant trop ouverte, elle n'est capable de se fermer qu'en se réduisant.

Parce que vivant hors-sol, elle doit atterrir violemment. Qui trop embrasse, mal étreint, dit le proverbe français. Incapable de se reproduire par elle-même, de se resserrer sans se fragmenter, elle se disloque, ses fragments s'engageant dans la quête de leur propre survie, de nouveaux rapports d'interdépendance. Le corps social est un corps vivant, les analogies de la sociologie avec la biologie, de l'économie avec l'écologie, sont ici pertinentes. Corps inerte, il se rompt sous les chocs, corps vivant, il s'adapte, se divise ou s'aggrave.

L'interdépendance crée des dépendances et des dominations. Les sociétés tentent de se protéger de l'interdépendance asymétrique qui peut les conduire à la destruction, elles se battent pour se soustraire à une telle asymétrie, dans la compétition, elles souhaitent l'inverser. Il faut rentrer dans un rapport avec plus fort que soi, pour espérer renverser le rapport de forces. En rentrant dans le monde, dans des rapports d'interdépendance mondiaux, on rentre dans plus fort que soi. Y aménager sa place consiste à inverser des rapports asymétriques ou à les transformer en rapports symétriques. Les rapports de forces mondiaux, les rapports de domination mondiaux, changent avec l'évolution de ces interdépendances asymétriques. La puissance manufacturière asiatique change les rapports mondiaux d'interdépendance industrielle, la puissance militaire et financière américaine s'efforce de les préserver.

## DÉPENDANCES ÉCONOMIQUES ET MILITAIRES

**L**e monde sépare la puissance industrielle des puissances militaire et financière. Il sape la base de ces dernières. La puissance industrielle s'est détachée de la puissance financière qui en perd le contrôle, la puissance militaire en vient à manquer de ressources.

Que va faire le monde de ses puissances ? Puissances militaire et financière ne peuvent être longtemps séparées de la puissance industrielle, comment le monde va-t-il rattraper les différentes puissances ? La puissance industrielle va-t-elle se réapproprier les puissances financière et militaire ou celles-ci se réapproprier la puissance industrielle ?

Le monde est parcouru par d'importants rapports de dépendance économique et militaire. Quelle carte des dépendances économiques et militaires pouvons-nous observer aujourd'hui ? Des dépendances militaires occidentales qui s'érodent, des dépendances économiques asiatiques qui s'étendent ? Il y a comme un décalage entre puissance économique et puissance militaire, puissance industrielle est-asiatique ascendante et puissance militaire occidentale décroissante. La puissance militaire américaine est la puissance d'une économie passée, la

puissance militaire chinoise est la puissance d'une économie présente et à venir. La différence de puissance militaire en faveur de la puissance économique passée peut conduire au conflit afin d'entraver le développement de la puissance économique montante. Pour éviter le conflit, la puissance économique montante doit convaincre l'ancienne puissance militaire qu'elle n'est plus la puissance militaire. Dans cette rivalité systémique, comme cela a été le cas dans le système bipolaire de l'après-Seconde Guerre mondiale, le vainqueur sera celui dont l'économie pourra soutenir la compétition militaire. Si l'on peut subodorer que la puissance industrielle triomphera de la puissance militaire, l'on peut déjà observer que la puissance industrielle est minée par la croissance des inégalités et le vieillissement de la population. L'Asie de l'Est n'ouvre pas un nouveau chapitre de l'histoire, elle clôt celui occidental dont elle exacerbe les contradictions. Ce qui ne veut pas dire que l'Asie n'aura pas un rôle à jouer dans le nouveau chapitre de l'histoire. Elle a une autre conception de l'histoire que celle de l'Occident, que d'autres régions du monde auront probablement moins de mal à partager avec elle.

Dans un texte antérieur, je parlais de décadence de l'Asie de l'Est qui pointait déjà dans son ascension. Je pense qu'il faut stratégiquement se préparer à une telle période. La surproduction de l'Asie de l'Est ne pourra pas gagner le monde comme l'a fait la surproduction occidentale. Elle ne peut que se substituer partiellement et temporairement à la surproduction occidentale. L'Asie de l'Est est entrée dans la compétition mondiale et a inversé les rapports d'asymétrie, mais elle ne transforme pas ces rapports mondiaux. Elle a seulement changé de place dans ces rapports pour prendre celle qu'occupait l'Occident. Elle n'a pas remis en cause la logique capitaliste mondiale, elle a triomphé de l'Occident dans sa propre logique. L'inégale distribution des ressources mondiales, la croissance des inégalités et le vieillissement des populations que cause la compétition mondiale ne seront pas sans incidence. Le modèle chinois basé sur l'exportation ne pourra pas persister longtemps, les déséquilibres mondiaux ne sont pas soutenables, une régionalisation de la globalisation en même temps qu'une fragmentation du monde est déjà en marche (friendshoring).

Pour la Chine, il ne s'agira pas de dominer le monde après avoir détrôné l'Occident, il faudra plutôt se préparer à une nouvelle ère, une ère qui ne serait plus dominée par l'Occident et ses valeurs. La Chine planifie sans être dogmatique : du légalisme, au confucianisme et au taoïsme, elle peut aller de l'un à l'autre sans cohérence dogmatique, toujours attachée au cours des choses. « Les grandes traditions chinoises divergent sur les moyens, mais partagent l'idée que l'ordre humain dépend d'un art de régulation des relations et des processus. Historiquement, l'État impérial chinois a d'ailleurs combiné les trois : administration souvent légaliste, morale publique confucéenne, cosmologie et sagesse taoïstes. C'est cette synthèse pragmatique qui a largement structuré la longue durée de l'Empire chinois. Aussi veillera-t-elle à assurer son unité et sa stabilité et à étendre autant que possible son modèle de relations internationales. Cela suffira pour assurer son rayonnement. Pour les sociétés submergées, il s'agira de transformer la fragmentation de faiblesse en force.

Les experts du développement chinois parlent d'un développement hiérarchisé et piloté. L'État chinois doit piloter un développement qui creuse les inégalités entre les régions et les individus (revenus et droits sociaux). Le système tributaire qui caractérise les relations internationales de la Chine va s'imposer au monde au travers de la régionalisation des chaînes de valeur mondiales. La compétition mondiale est de plus en plus un jeu à somme nulle ou négative. L'ère de la production, du libre-échange et de la croissance touche à sa fin. La compétition économique s'essouffle.

Les pays continents qui pourront se suffire à eux-mêmes s'imposeront aux autres comme centres de gravité.

Les deux pays que sont l'Indonésie et le Vietnam sont l'exemple de deux trajectoires différentes, l'une tournée vers l'autosuffisance et l'autre vers l'exportation. À première vue la stratégie vietnamienne est plus risquée que celle de l'Indonésie. En réalité plus de dépendance au monde peut signifier plus d'indépendance, si l'interdépendance est correctement mise à profit. Le Vietnam s'engagerait comme dans une relation tributaire avec la Chine, mais afin qu'elle

le lui soit la plus avantageuse.

Alors que l'Indonésie en quête d'autosuffisance ne pourra se suffire ni se constituer en pôle. Plutôt que de penser en termes d'indépendance, comme il convenait au discours des périodes coloniales, c'est en termes de marges de manœuvre qu'il faut parler et se situer.

Amitav ACHARYA, dans son livre *Once and the future world order* soutient : « L'idée que le système occidental perdurerait éternellement a cédé la place à la certitude qu'un autre système finira par dominer. Mon argument principal est que ce n'est pas une catastrophe ; en réalité, à long terme, cela pourrait même s'avérer bénéfique. ...Mon but n'est pas de suggérer que le nouvel ordre mondial sera parfait, mais de démontrer que le retrait de l'Occident n'entraînera pas de chaos et qu'un monde plus humain pourrait même émerger. » Je relève que dans son livre, il n'est pas question de compétition, d'hégémonie, de système tributaire, ni de crise climatique. Peut-être faudrait-il comprendre la confiance de l'auteur d'un certain point de vue : de toutes les manières, le système qui s'imposera sera celui qui aura réussi à réduire le désordre vers lequel le monde est entraîné. En effet, dans le système mondial westphalien, la disparition de l'hégémonie occidentale s'accompagne d'un désordre mondial. Le système westphalien doit faire place à un nouveau système et l'hégémonie culturelle occidentale à un nouveau type de pensée. À l'exemple de la sagesse chinoise qui s'accommode de trois traditions différentes (légalisme, confucianisme et taoïsme), le monde doit pouvoir s'accommoder de traditions très différentes.

Quel système pourrait être en mesure de mettre fin aux désordres mondiaux qu'engendre la fin de l'hégémonie occidentale ? Nous avons noté un décalage entre puissance économique et puissance militaire, il nous faut noter un autre décalage qui opère avec le premier, peut rendre l'émergence d'un ordre mondial multiplex douloureux. Il s'agit du décalage entre les conditions objectives et les conditions subjectives. Alors que les signes objectifs de l'émergence d'un nouvel ordre se manifestent, les conditions subjectives restent attachées à un monde objectif révolu.

On veut plus d'État au moment où il peut le moins. On aura plus d'État, mais moins de libertés individuelles, plus précisément, un autre rapport entre libertés individuelles et libertés collectives, et à cela, toutes les sociétés ne voudront pas consentir. Aussi, la crise climatique aidant, le nouvel ordre mondial risque-t-il d'être subi plutôt que choisi. Aussi peut-on dire que les conditions subjectives sont plutôt favorables à une confrontation militaire plutôt qu'à une mise en ordre pacifique. La guerre qui monte en Occident pourra-t-elle être désarmée par ceux qui créeront le nouvel ordre mondial plutôt qu'ils ne le subiront ?

Rana FOROOHAR, dans son livre *homecoming, the past of prosperity in a post-global World*, reproche aux décideurs de se préoccuper plus de mathématiques que d'humains.

C'est là une façon de présenter les choses. Elle préconise un développement centré sur l'humain et le local. Ce faisant, elle décroche du cours des choses, elle oublie la compétition mondiale, la domination des échanges mondiaux et des chaînes de valeur, elle ne traite pas de la nouvelle stratification sociale soutenue par la polarisation du marché du travail : l'armée industrielle du capitalisme devient de plus en plus capitaliste et réduit la part de la population qui prend part à la compétition mondiale. Que faire avec cette tendance que pousse la compétition ? Le monopole de la fabrication des machines-outils n'est plus occidental, il est asiatique, mais le monde pourra-t-il supporter les déséquilibres mondiaux qu'entraîne une telle concentration de la production industrielle après le déplacement de son centre de gravité ? Les armées industrielles est asiatiques se développent, mais vieillissent et se restreignent, celles du reste du monde s'effilochent.

Avec la régionalisation des chaînes de valeur et la fragmentation des sociétés, le monde se soumet à de nouvelles relations internationales ; avec la décroissance, il adopte le système tributaire. Que pourrait alors signifier un développement centré sur l'humain et le local ? Serait-ce là une façon de redéfinir la place de l'humain parmi les autres créatures, quid de l'anthropocentrisme occidental et de ses libertés individuelles ? Le système tributaire accorde une place centrale à l'État et à ses sociétés civiles qu'il n'oppose pas, mais territorialise.

Suite en page 6



# ■ Qui dépend de qui et de quoi ?

Suite de la page 05

Pour les pays africains, il ne s'agit plus de disposer d'une armée industrielle, comme se propose de se réarmer l'Occident. Il ne s'agit plus de disputer une armée industrielle à l'Occident et à l'Asie. Il s'agit d'abord de s'établir dans le marché mondial de façon à produire des structures sociales stables, de venir à bout des désordres et de la fragmentation destructrice qui les menacent. La stabilité est en effet le grand problème, et pas seulement pour les sociétés qui souffrent d'une instabilité structurelle. Les inégalités menacent. Mais où aller chercher cette stabilité ? Dans la redistribution du produit des richesses naturelles, dans la production ou dans le système social et politique ? Ou dans tout cela à la fois ? Face à la fragmentation destructrice qui les menace du fait du resserrement du lien entre les populations locales et les ressources de leur territoire, à la convoitise des puissances extérieures, il faut accompagner le mouvement de fragmentation au lieu de s'y opposer pour faire émerger en son sein le mouvement contraire, de sorte que la fragmentation ne soit pas pure fragmentation, mais en même temps recombinaison et que parvienne une nouvelle unité composée. Le monde construit sur la base du système westphalien se décompose, il va se recomposer sur la base de celui que je crois être, celui du système tributaire. On peut parler du retour des Empires. Je dois m'excuser d'une telle audace, mais je me justifie par la nécessité d'une longue perspective en matière stratégique. Dans l'Empire, toutes les régions n'ont pas la même importance. Elles ont besoin d'un centre, mais elles ne sont pas soustraites à la compétition. Le système tributaire dans le nouveau cours des choses peut se mettre en mesure de rétablir une certaine unité entre l'humain et le local, le local et le global et de modérer la compétition sociale. Au contraire du système libéral qui a pour principe la libre compétition.

Il faut recomposer l'Afrique de sorte que ses entités soient mieux reconnues, afin que des interdépendances puissent être mieux établies, les rendent plus riches et plus solides. Ces entités seules peuvent redonner de la cohérence à leurs milieux respectifs, mais pour qu'elles puissent accéder à une cohérence supérieure qui cultive leur différence, mais aussi leur congruence, elles ont besoin d'une puissance qui soit soucieuse de leur développement complémentaire et non de leur simple compétition. Elles ont besoin d'un centre stratégique. Une compétition peut alors être organisée entre elles et avec le monde qui ne soit pas destructeur. À l'exemple du développement hiérarchisé et piloté dans la stratégie chinoise. Les régions n'ont pas les mêmes chances de se développer, il faut à chacune donner sa chance.

L'expérience de la Chine peut être instructive pour le projet africain : la fragmentation doit s'accompagner d'une responsabilisation croissante des fragments. Avec des régions responsables, le Centre fixe les objectifs, les collectivités locales forment. Chaque région étant responsable de la manière dont les objectifs seront réalisés. Elles sont plus proches de leurs ressources que ne peut l'être le Centre. Chaque région étant différente et disposant de certaines ressources propres. Les responsables peuvent alors être évalués selon leur performance. « Les collectivités locales jouent un rôle crucial dans le développement économique de la Chine, avec un champ d'action vaste et complexe. Leur niveau d'autorité et d'autonomie décisionnelle est également élevé. »<sup>[1]</sup> Mao Tse Toung déjà affirmait « Dans notre pays, qui a un territoire si vaste, une population si nombreuse et des conditions si complexes, deux sources d'initiative, celle de l'administration centrale et celle des instances locales, valent beaucoup mieux qu'une seule. »<sup>[2]</sup>

Toute société se construit sur la base d'un double processus de différenciation et d'indifférenciation. Le processus d'indifférenciation fait que les individus ont le sentiment d'appartenir à une même société. Il correspond au sentiment d'égalité des citoyens. Ce n'est pas l'égalité devant la loi qui donne ce sentiment. Les individus ont le sentiment qu'ils sont égaux, s'ils ont le sentiment d'appartenir à la même société. Ils ont le sentiment d'appartenir à une société, si les individus ont le sentiment que chacun compte ; dans une société où la compétition est la règle, si chacun peut accéder à toutes les positions de la société. On aura compris qu'être égal ne signifie pas ne pas être différent. Dans une société d'égaux différenciée, les

égaux sont différents. Le processus d'indifférenciation légitime le processus de différenciation des positions sociales, la division sociale du travail. Dans la société de classes, l'égalité des chances est une fiction. Cette société ne peut gérer convenablement le problème de la polarisation du marché du travail. Elle ne pourra plus établir une redistribution du revenu qui assure sa solidarité, elle n'en a plus la capacité productive. Elle se met à rêver d'un revenu universel qui restera inaccessible.

Son processus d'indifférenciation est en panne, les classes et les oligarchies font saillie, les inégalités déchirent le processus. Le processus d'indifférenciation fabrique un esprit de corps. La société de classes s'est donné un esprit de corps au travers de ses conquêtes extérieures qui lui ont permis d'instaurer une société de consommation. Les conquêtes et la consommation ont légitimé la division de classes. Les sociétés africaines sont de nature postcoloniale. Elles ne font unité ni avec leur géographie ni avec leur sociologie. Elles résultent d'un partage occidental de l'Afrique, elles se sont constituées dans le combat anticolonial dans le moule de ce partage. Les États indépendants n'ont pas voulu redéfinir les frontières face aux difficultés qu'une telle redéfinition comportait et l'histoire dont le combat anticolonial avait forgé des identités. Les conflits ont été reportés, ils n'ont pas été résorbés. Les processus de différenciation et d'indifférenciation s'en sont trouvés ainsi disjointes parce qu'établis sur des bases coloniales, voilà pourquoi nous parlons de sociétés de nature postcoloniale. Il faut repenser les frontières à un âge d'interdépendances mondiales accrues. Les vraies frontières ne sont plus simplement géopolitiques, elles sont aussi géoéconomiques ; les chaînes de valeur et d'interdépendance ne sont plus nationales ; les agents étatiques et non étatiques n'ont pas tendance à faire corps.

## DE LA DÉPENDANCE AUX RESSOURCES NATURELLES À L'INTERDÉPENDANCE SOCIALE

Les interdépendances sociales qui existaient dans l'économie précoloniale ont été rompues par une intervention intempestive du monde dans notre société. Le monde a fait effraction dans notre société. Des empires coloniaux occidentaux se sont établis. Nos interdépendances précoloniales n'étaient plus à la hauteur du monde, elles n'étaient plus en mesure de nous défendre des interventions intempestives du monde, elles ont rendu possible notre colonisation. Il fallait donc nous en défaire, il nous fallait être révolutionnaires. Il ne reste pas moins que nous ne sommes pas sortis de notre faiblesse. Des interdépendances plus adaptées à la compétition mondiale, il n'en a pas résulté. Nous restons enfermés dans des territoires dont les seules ressources naturelles sont valorisées.

« Nous quittons l'ère de « l'homme rationnel » pour entrer dans une nouvelle ère, celle d'une économie plus humaine et ancrée dans le territoire. L'accent sera mis sur le local plutôt que sur le global, sur les petites entreprises plutôt que sur les grandes sociétés, sur les parties prenantes plutôt que sur les actionnaires, et sur les petites structures plutôt que sur les grandes. »<sup>[3]</sup> La maîtrise globale ayant cessé d'être locale et étant devenue impossible, l'hégémonie occidentale prenant fin, le mouvement inverse doit prendre le relais, il faut se rabattre sur une maîtrise locale, puis régionale pour devenir globale.

Quelle forme prendra cette maîtrise ? Cohérence de territoires et de chaînes de valeur simultanément. La régionalisation de la globalisation et des chaînes de valeur mondiales se dessine pour territorialiser le monde à nouveau. L'unité de l'humain et du territoire semble renvoyer à une échelle différente de celle de l'économie, l'une d'échelle locale, l'autre d'échelle globale. Pourtant ce n'est qu'à l'échelle de l'économie qu'une telle unité peut être envisagée. Verticalité de la dépendance de la culture à la nature, horizontalité de la transformation du rapport de la culture à la nature, sont les deux dimensions des nouvelles unités.

## DE LA SOUVERAINETÉ

La Chine s'est développée en comptant sur le moteur des exportations, elle a compté sur un marché mondial existant développé. Par la taille de son marché, par le coût et la qualité de sa main-d'œuvre, elle a attiré les capitaux mon-

diaux et a intégré les chaînes de valeur mondiales. Elle a produit pour la consommation de l'Occident et de sa consommation productive et de sa compétitivité elle a remonté les chaînes de valeur mondiales pour en disputer la maîtrise. L'Occident et les USA sont partis d'un point de départ différent, ils se sont créés des marchés, par la conquête militaire et industrielle, puis avec le fordisme, la consommation est devenue un moteur de la croissance. Ce moteur a pris de plus en plus de place avec le déplacement du centre de gravité de la production vers l'Asie et l'extension de la domination financière occidentale. Les deux moteurs de l'exportation asiatique et de la consommation occidentale se sont complétés pour pousser la croissance mondiale, jusqu'à aboutir aux déséquilibres présents entre l'Asie de l'Est et l'Occident et à la contestation de la domination financière occidentale. La situation présente n'est plus ce qu'elle était au temps des révolutions industrielles occidentales et chinoises. Les marchés mondiaux ne sont plus disponibles aux pays qui voudraient imiter aujourd'hui la stratégie d'exportation adoptée en leur temps par les pays de l'Asie de l'Est. Le Vietnam qui veut se hausser à la hauteur de ses voisins et adopte aujourd'hui une telle stratégie devra faire face à d'autres épreuves que ceux-là ont connus.

Sur quoi peut compter l'Afrique pour attirer les capitaux qui lui font défaut ? Sur ses matières premières. Mais c'est là que la question de souveraineté apparaît. Avec la mondialisation des chaînes de valeur, il nous faut distinguer entre souveraineté limitée, souveraineté étendue et souveraineté partagée.

Chez cette dernière, il faut distinguer souveraineté partagée choisie et souveraineté partagée subie. L'Afrique se classe dans cette dernière catégorie. Elle subit la compétition des puissances industrielles et financières qui profitent de sa souveraineté limitée qui repose sur la propriété de ses seules ressources naturelles. Sa souveraineté limitée lui est disputée.

La décolonisation s'est effectuée dans les cadres de la colonisation. Elle a permis à l'Afrique de récupérer la propriété de ses ressources naturelles, mais sa souveraineté sur ces ressources est limitée, elle est mal configurée pour en disposer librement, son pouvoir de négociation est faible, l'accès à ses ressources s'effectue dans des conditions qui lui étant défavorables la condamne à une division internationale du travail néocoloniale. Sa position dans les chaînes de valeur mondiale ne progresse pas. La compétition des puissances mondiales lui dispute sa souveraineté, la soumette à une tendance à la fragmentation pour se garantir un accès privilégié à ses ressources. Elle doit se repenser pour être en mesure d'internaliser les chaînes de valeur auxquelles elle veut participer. Il ne s'agit plus de remonter des filières, des chaînes de valeur. Il lui faut constituer ses propres chaînes de valeur. Pour ce faire, elle doit créer ses marchés et les protéger, organiser ses compétitions. La souveraineté dans le monde interdépendant d'aujourd'hui se mesure sur celle des chaînes de valeur et non sur la seule souveraineté sur ses ressources naturelles.

Pour l'Afrique, il s'agit de savoir comment transformer son état subi de souveraineté partagée en état choisi de souveraineté partagée. Sans grand marché, avec un état déséquilibré du marché mondial, comment attirer les capitaux et rendre possible une accumulation locale du capital ? Il ne faut pas favoriser la construction de ce marché africain par le haut, on se heurterait à des difficultés insurmontables, mais par le bas. Outre ses ressources naturelles, l'Afrique possède un potentiel de croissance considérable. L'état déséquilibré du marché mondial, avec la production à l'Est et la consommation à l'Ouest, l'Afrique ne peut pas compter sur une stratégie de substitution aux exportations, elle ne peut pas reproduire les modèles d'industrialisation antérieurs. Elle ne peut pas produire pour la consommation occidentale, elle ne peut pas substituer une production locale à la production chinoise.

Elle doit inventer son propre modèle au travers d'une expérimentation patiente, pour créer ses propres chaînes de valeur, qui ne peuvent s'agréger que progressivement et non venir toutes d'un bloc. Une vision de son développement à long terme, une vision du futur sont pour cela nécessaires. L'exemple de l'Indonésie peut s'avérer intéressant. Son potentiel réside dans son marché intérieur, les besoins de sa population. Le moteur de la croissance sera sa consommation, à condition que sa consommation productive puisse accumuler le capital et ne pas être restreinte à la satisfaction d'une mince couche de sa population, à une classe moyenne

partie prenante d'une classe moyenne mondiale dont la consommation finirait par aller à la production mondiale et être financée par la dissipation de son capital naturel. La compétition mondiale tend à séparer les populations dominées de leur capital naturel. La propriété du capital naturel ne fait pas la bonne appropriation de ce capital. La bonne appropriation consiste à s'approprier la chaîne de valeur à laquelle il appartient. L'Europe multiplie les accords de libre-échange pour faire face aux compétitions chinoise et américaine. Pour l'Afrique, il ne peut s'agir d'accords de libre-échange, elle n'a pas de productions à échanger avec le monde outre ses matières premières. Il s'agit pour elle de transformer son potentiel de croissance en croissance réelle. Ses besoins sont énormes, mais ses capitaux sont limités. Contre quoi échanger ses matières premières ? Contre des capitaux, la réponse est connue depuis longtemps, mais que peuvent faire ces capitaux s'ils n'ont pas le marché nécessaire à leur développement ? Une industrialisation de l'Afrique a besoin d'un marché qui lui permettrait non plus de s'approprier une partie de la production mondiale, mais de lui substituer une production locale qui densifierait ses interdépendances. Elle a besoin d'un marché où la compétition avec les puissances industrielles ne soit pas centrale, il ne s'agit pas de disputer aux puissances industrielles une part de leur production, mais de les intéresser dans l'accroissement du revenu des populations africaines, autrement dit dans le développement de productions spécifiques accroissant la consommation productive locale, plutôt que dans le pillage de leurs ressources naturelles. Il ne faut cependant pas s'attendre à ce que la construction d'un tel marché soit le fait d'une autorité centrale, puisqu'elle n'existe pas. Sa construction doit être le fait d'une construction par le haut et par le bas, le tout progressant de concert. Le haut incitant et protégeant la progression de chaînes de valeur régionales. L'institutionnalisation d'un marché africain ne peut être que le résultat de valeurs réelles partagées. L'exemple de la Chine en matière de substitution d'importation de capital est à méditer. Mais à la différence de la Chine, elle comptera sur ses marchés intérieurs pour la consommation de sa production plutôt que sur les marchés extérieurs. La stratégie africaine devrait donc être une stratégie d'importation de substitution du capital, à l'exemple de la Chine, en même temps que d'import-substitution de marchandises, à la différence de la Chine, afin que la consommation productive s'approfondisse et afin que les inégalités n'explorent pas. Une telle stratégie irait à la rencontre de la crise climatique, pour qu'enfin sa stratégie puisse être de substitution d'exportations. L'Afrique engluée dans le court terme, étranglée par les crises et les urgences, ne trouvera son salut que dans une vision de long terme. Ici aussi le long-termisme et le pragmatisme de la Chine éclairent l'expérience.

Des pays émergents s'industrialisent en étendant leur souveraineté sur les chaînes de valeur mondiales. Un petit pays peut devenir grand en étendant sa souveraineté hors de ses frontières. Israël, puissance technologique, et les Émirats arabes unis, puissance financière, sont sur cette ligne de développement. D'autres s'efforcent de remonter les chaînes de valeur mondiales, de ceux-là, la partie africaine sous-traite aux puissances industrielles des services africains à moindre coût. Parce qu'elles ont de l'Afrique une plus grande proximité, une meilleure connaissance. Ce sont des pistes ouvertes au développement desquelles on ne peut cependant tout attendre.

L'exemple, non pas à suivre, mais à méditer est donc celui de la Chine et non celui de l'Europe qui nous tente parce que nous avons partagé avec elle une histoire, parce que nous avons marché dans ses pas. Mais parce que c'est une histoire coloniale, notre propension à suivre l'exemple de l'Europe, de ses déterminismes, est grande et donc malsaine. Cette propension nous entretient dans sa dépendance. Après avoir été à l'école occidentale française, d'autres écoles s'imposent aujourd'hui. Il faut se donner les moyens de méditer les exemples de la Chine, des pays du Sud-est asiatique et d'autres pays encore, et s'il faut les imiter leurs succès, cela devrait être dans le but d'innover. Comme eux-mêmes l'ont fait avec l'Occident.

À Suivre  
**Arezki derguini**

### Note

- 1- Xiaohuan Lan. How China Works. An introduction to China's led-state economic development. Palgrave-Macmillan. 2025
- 2- Mao Zedong : Sur les dix grands rapports - 1956.
- 3- Rana FOROHHAR. Homecoming, the past of prosperity in a post-global World.



Pyromanes, spéculateurs, défaillances

# Les véritables visages des incendies de forêts !

Ces dernières années, les incendies de forêts en Algérie ont pris une ampleur préoccupante, causant des pertes humaines, des dégâts matériels considérables et une dégradation accélérée du patrimoine naturel.



Par Cherif Ali\*

Loin d'être de simples phénomènes saisonniers, ces sinistres révèlent des défaillances structurelles, des comportements criminels et les effets croissants du changement climatique.

Entre impréparation, répétition des crises et complexité des causes, la question des feux de forêts s'impose aujourd'hui comme un enjeu majeur de sécurité nationale, de développement durable et de cohésion sociale.

Est-il besoin de rappeler par le passé, les étés meurtriers et les incendies avaient marqué profondément les populations durement touchées dans leurs chairs et leurs biens?

Elles s'attendaient, pour le moins, et devant la gravité de la situation, à ce que leurs régions soient classées « zones sinistrées ».

C'est cette insolente torpeur, le manque de réactivité, voire l'indifférence des responsables notamment locaux à l'égard de la détresse des populations qui avaient provoqué par le passé la désaffection de ces dernières à l'occasion des élections.

Que plus d'une dizaine d'incendies se déclarent le même jour, dans plusieurs wilayas éloignées les unes des autres, et en pleine période saisonnière où la chaleur n'est pas un facteur majeur de risque, dépasse largement le cadre de la simple coïncidence naturelle.

Ce qui, rappelons-nous, avait fait réagir le président Abdelmadjid Tebboune qui, dans l'urgence, avait convoqué «le Haut-Conseil de sécurité» suite aux dysfonctionnements graves qui avaient impacté négativement la vie du citoyen.

Prenant la mesure du danger, il a exigé l'ouverture immédiate d'une enquête afin de déterminer les causes de ces incroyables incendies ; celle-ci a aboutie à l'interpellation de quatre présumés incendiaires qui ont été écroués sur ordre du procureur de la République territorialement compétent.

A ce niveau de cette contribution, il conviendrait toutefois, d'apporter les précisions suivantes telles que rapportées par certains psychiatres :

1. Il ne faudrait pas confondre pyromane et incendiaire.
2. L'incendiaire met le feu dans un but précis : il s'en prend à l'entreprise du patron qui l'a licencié, ou au champ du voisin avec lequel il est en conflit. Le pyromane, lui, n'a d'autre but que de répondre à une excitation qui l'obsède. C'est une pulsion profondément ancrée d'où les fréquentes récidives.
3. On ne le prend pas la main dans le sac parce qu'il cherche justement à jubiler, d'avoir été à l'origine de ce spectacle grandiose, qu'il regarde.
4. Le pyromane est hyperactif ; sa pulsion est tellement forte qu'il peut allumer beaucoup de feux.
5. On a du mal à le prendre sur le fait.
6. Ensuite il faut prouver sa culpabilité et ensuite trouver la bonne mesure médicale, sociale, pénale.
7. Certains pyromanes vont même jusqu'à se rapprocher de l'enquête, ou revenir quelques fois sur les lieux. Et c'est à cette occasion-là, que quelques fois, ils peuvent se faire repérer par les services de sécurité.

Il n'en reste pas moins qu'il est admis que les incendies de forêts sont fréquents durant la saison sèche qui s'étend de début juin à fin octobre de chaque année. Durant cette période, la végétation est confrontée à un stress hydrique.

Les plantes perdent une quantité importante de l'eau absorbée par le processus de l'évapotranspiration, afin d'atteindre un certain équilibre de température.

La végétation se dessèche et constitue ainsi un excellent combustible pour les feux et, aussi étonnant que cela puisse paraître, les feux de forêts, selon les experts, sont aussi vitaux pour la forêt que le soleil et la pluie :

- Ils permettent d'éliminer les arbres les plus vulnérables aux insectes au même titre qu'aux maladies.

- Ils favorisent également la croissance des jeunes plantes en produisant des ouvertures permettant au soleil de les atteindre.

- Certaines espèces de conifères ont même besoin de la chaleur des incendies pour ouvrir leurs cônes et libérer les graines qui donneront, à leur tour, naissance à de nouveaux arbres.

De ce qui précède, il serait toutefois légitime de se demander ce qui rend les feux de forêts non seulement plus fréquents, mais aussi plus violents et remarquablement incontrôlables.

Les experts pointent du doigt le nombre croissant des habitants en prise directe avec la forêt même si les années noires de grands feux sont des scénarios sans cesse répétés.

Ils sont surtout exacerbés par la pression démographique et l'interpénétration croissante des espaces forestiers et de l'habitat qui font que les enjeux s'accroissent considérablement.

Chaque année donc, des milliers d'hectares de forêts sont dévorés par les flammes. La faune, la flore, le tourisme et l'air ambiant sont les principales victimes des feux de forêt qui ont ravagé ces dernières années les massifs montagneux de l'Algérie.

Si en valeur absolue les superficies brûlées restent, relativement, modestes comparativement à certains pays du bassin méditerranéen, la rareté des forêts et les menaces de désertification font que les incendies ont un impact particulièrement désastreux sur l'environnement sans compter bien évidemment les atteintes aux riverains qui en viennent à perdre leurs biens, leurs terres, leurs animaux et pour certains, leur vie !

Même si les causes directes des feux sont le plus souvent humaines, que ce soit par des départs de feu accidentels ou criminels, les études tendent à prouver que l'augmentation de l'étendue des dégâts est une répercussion du changement climatique qui assèche la végétation et entraîne une augmentation du risque des feux des forêts.

Les températures plus élevées favorisent la transpiration des plantes et assèchent l'eau contenue dans les sols.

Ces deux faits conjugués rendent plus propice le risque d'incendie, ce qui permet de distinguer les simples pics de chaleur des actes d'incendie volontaires

Mais les spécialistes sont allés plus loin en affirmant avoir identifié 29 motifs d'incendies possibles pour l'Algérie !

Ils les ont divisés en trois catégories : naturels, accidentels par malveillance, et/ou négligence.

Ces experts sont arrivés à la conclusion qu'en Algérie, il n'existe pas déjà de « Programme institutionnalisé d'enquêtes sur les motifs des incendies » !

Ce qui réduit, selon eux, l'efficacité potentielle des initiatives de prévention, par manque d'actions ciblées sur les groupes humains responsables. La prévention, disent-ils, restera donc vouée à l'échec. Et ancrée à des modèles maintenant dépassés qui ne s'appuient que sur des infrastructures du type pistes, points d'eau et pare-feu.

Les pouvoirs publics s'en sont tenus, quant à eux, à leur idée, à savoir que des nombreux incendies qui ont ravagé l'été dernier des milliers d'hectares de forêts dans les wilayas du pays, ont été causés par des « mains criminelles ».

Et la motivation de cette « pyromanie » était avant tout pécuniaire!

Ils rejoignent en cela les riverains des massifs forestiers qui avaient estimé que «l'on est en face de prédateurs du foncier; c'est une opération politique, une vengeance orchestrée par des centres prédateurs dérangés visant à garrotter la prédation, récupérer le foncier agricole détourné de sa vocation ou utilisé, exclusivement, comme garantie pour l'obtention des crédits bancaires qui ne donnent lieu à aucun projet».

C'est maintenant établi : des maffieux tirent profit des hectares dévastés qui sont récupérés pour les besoins des promoteurs immobiliers sans scrupules.

Il y a aussi l'escroquerie à l'assurance pratiquée par certains pour retaper leurs maisons ou se faire rembourser leurs plants !

Il y a également les chercheurs de miel sauvage qui n'hésitent pas à enflammer les branches pour récupérer le produit.

A cause des changements climatiques, les feux de forêts risquent de devenir plus fréquents et plus intenses dans les pays au pourtour méditerranéen en général et en Algérie en particulier.

Il est donc primordial de mettre en place une stratégie de prévention et de lutte contre les in-

cendies de forêt qui sont classés parmi les dix risques majeurs inscrits dans la loi 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable».

Au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, on plaide pour la création d'un fonds qui « financera toutes les activités de prévention avant et pendant les catastrophes ».

Pour l'heure, «des mesures proactives» ont été prises pour faire face aux catastrophes majeures, à travers l'installation du «Comité national d'intervention contre les incendies de forêt» le 27 février et un plan de travail a été validé

Il repose sur une stratégie nationale de prévention et d'intervention rapide, coordonnée à l'échelle des wilayas.

Il s'articule autour de la mobilisation des moyens aériens (drones) et terrestres de la Protection civile, du déploiement de technologies de pointe et du strict respect des lois face aux risques majeurs.

Quant aux communes, elles sont dans l'obligation de :

1. mettre à jour leurs plans Orsec
2. réfléchir sur un système d'alerte rapide pour signaler tout départ d'un feu
3. prévoir des aménagements adéquats pour faciliter l'intervention des services compétents en matière de lutte contre les feux de forêt
4. procéder en temps et en heure, aux débroussaillages nécessaires des endroits à risque
5. d'identifier les moyens humains et matériels à mobiliser rapidement en cas d'incendie
6. Il faut dire aussi que le laisser-aller et les interventions conjoncturelles d'un personnel

non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit !

7. impliquer les habitants des zones forestières et montagneuses (les populations riveraines) n'est pas une simple option d'aide, mais une obligation stratégique; ces populations doivent passer du statut de victimes passives à celui de partenaires de sécurité.»

8. Pour être efficaces et protégés, les citoyens volontaires des villages doivent recevoir un équipement de première intervention.

De ce qui précède, il est permis de dire que les incendies de forêts en Algérie ne relèvent plus du simple aléa climatique.

Ils traduisent un malaise profond mêlant délinquance environnementale, spéculations foncières, négligences institutionnelles et troubles psychiques !

Entre les incendiaires aux intérêts bien calculés et les pyromanes guidés par des pulsions incontrôlées, la forêt devient un théâtre de destruction aux conséquences écologiques, sociales et économiques dramatiques. Face à cette menace multiforme, seule une stratégie nationale globale, anticipative et coordonnée peut mettre hors d'état de nuire ceux qui exploitent les failles du système. Cela implique la modernisation des moyens de surveillance, l'application rigoureuse de la loi, la formation spécialisée des intervenants, mais aussi une véritable mobilisation citoyenne autour de la protection de notre patrimoine forestier, désormais en sursis. La forêt algérienne ne doit plus être le champ de bataille de l'inscience, de l'avidité ou de la vengeance. Elle doit redevenir un bien commun, protégé avec la rigueur d'un Etat et la vigilance d'un peuple.

\*Ancien Cadre Supérieur de l'Etat

Publicité

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTERE DE LA CULTURE ET DES ARTS**  
**Maison De La Culture Ould Abderrahmane kaki**  
**Wilaya De MOSTAGANEM**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2026**

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant règlement des marchés publics et des délégation de service public la directrice de La maison de la culture ould Abderrahmane kaki de la wilaya de Mostaganem lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'exécution des travaux De Réhabilitation et Renouvellement des équipements de la salle de spectacle de la Maison De La Culture Mostaganem.

**1. Travaux De La Réhabilitation Et Renouvellement Des Equipements De La Salle De Spectacle.**

- **Capacités Professionnelles :** Un certificat de qualification et classification professionnel Activité Principale Travaux Bâtiment Catégorie TROIS (III) Et Plus en cours de validité + code relatif à l'activité d'installation de système de climatisation et de réfrigération
- **Capacités Techniques :** Une Attestation De Bonne Exécution Portant Travaux De (Réhabilitation D'un Projet Culturel ou un Projet Classe C Et Plus, délivrés par les différents services contractants publics avec montant justifier, dont le montant de l'attestations supérieur ou égale à 80.000.000,00 DA d'un durée 10ans
- **Capacités Financières :** les totaux des chiffres d'affaire des trois (03) dernières années (2022-2023-2024) justifiés par les bilans fiscaux visé par les services des impôts supérieur ou égal à : (65.000.000,00 DA)
- Afin de garantir une continuité dans le travail du chantier, il est obligatoire d'assurer la permanence de 2x8 justifié par un engagement de la part de soumissionnaire

Les soumissionnaires Intéressés par le présent appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales, peuvent retirer le cahier des charges auprès De la maison De La Culture De La Wilaya De Mostaganem, (Cité 400logts route D'Oran-Mostaganem), dès l'apparition du présent avis dans le BOMOP et deux journaux électronique, **contre paiement d'un montant de cinq mille (5000 DA) Dinars non remboursable**, auprès de régisseur de la maison de la culture.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent présenter leur dossier dans une seule offre qui contiendra Trois (03) enveloppes ; dossier de candidature, offre technique et offre financière comportant les pièces désigner dans le cahier des charges -selon l'article N°07-

Les offres doivent comporter un « dossier de candidature », « l'offre technique » et « l'offre financière » ; Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

**« A N'ouvrir Que Par La Commission D'ouverture Des Plis Et D'évaluation Des Offres »**  
**Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 01/2026**

Intitule De L'opération :  
**Travaux De La Réhabilitation Et Renouvellement Des Equipements De La Salle De Spectacle A Madame la directrice de la maison De La Culture De La Wilaya De Mostaganem, (Cité 400logts route D'Oran- Mostaganem).**

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) Jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse écrite ou électronique.

Le jour de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à douze heures (12h00).

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de 90 Jours augmenté de la durée de préparation des offres à compter de la date de la séance d'ouverture des plis

Les soumissionnaires sont invitées à assister à l'ouverture des plis publics qui aura lieu à 13h.00mn au Siège De La maison De La Culture De Mostaganem, le dernier jour correspondant à la date de dépôt des offres.

**24 MAI 2026**  
**Fait à Mostaganem, le :**  
**LA DIRECTRICE**



Au-delà du cumul d'activités des enseignants universitaires et des spécialistes de santé publique

# Ce que révèle réellement le décret 26-202

«On ne peut servir deux maîtres à la fois : l'université et le cabinet» *auteur inconnu*  
.....

«Un pied dans l'amphithéâtre, un pied dans les affaires, l'esprit est souvent ailleurs» *auteur inconnu*

Par Boudina Rachid \*

## QUAND L'INFORMATION OUVRE LE DÉBAT

Dans son édition du 31 mai 2026, Le Quotidien d'Oran consacrait un article au décret exécutif n° 26-202 du 16 mai 2026 relatif à l'exercice, à titre privé, d'une activité lucrative par les enseignants de l'enseignement supérieur, les chercheurs et les praticiens médicaux spécialistes. Sous le titre évocateur «Le cumul d'activités recadré», le journal présentait au grand public les principales dispositions d'un texte appelé à produire des effets importants dans des secteurs aussi stratégiques que l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la santé publique.

Cette présentation a le mérite de rendre accessible un texte dont la portée dépasse largement le simple cadre administratif. Cependant, derrière les procédures d'autorisation et les conditions d'exercice prévues par le décret se dessinent des questions d'une autre envergure relatives à l'organisation du service public, à la gestion des compétences publiques et aux transformations du rapport entre activité publique et activité privée.

Précisons-le d'emblée : la présente contribution n'a ni pour objet de remettre en cause les choix opérés par l'autorité ni pour ambition de déjuger le dispositif adopté. L'intervention du pouvoir réglementaire apparaît d'ailleurs nécessaire dans un domaine où les pratiques professionnelles avaient depuis longtemps dépassé le cadre juridique disponible.

L'intérêt du débat se situe ailleurs. Il cherche moins à contester le texte de l'autorité souveraine dont les décisions s'imposent par elles-mêmes, que dans l'analyse des interrogations qu'il soulève et des évolutions qu'il révèle.

## UNE RÉALITÉ ENFIN ASSUMÉE PAR LE DROIT

Le premier mérite du décret est de reconnaître explicitement une situation dont l'existence n'était ignorée de personne. Depuis plusieurs années, les enseignants universitaires, les chercheurs et les praticiens médicaux spécialistes sont sollicités bien au-delà du périmètre strict de leurs institutions d'appartenance. Formation, expertise, conseil, recherche appliquée, innovation ou activités médicales spécialisées : les occasions de mettre leurs compétences au service d'autres acteurs se sont multipliées.

Cette évolution résulte de transformations profondes de la société, de l'économie de la connaissance et des besoins croissants en expertise spécialisée. Dans ce contexte, l'encadrement juridique de ces activités apparaît comme une démarche de clarification bienvenue. Le décret offre désormais un cadre explicite à des pratiques qui, jusqu'alors, demeuraient parfois insuffisamment structurées sur le plan réglementaire. Sous cet angle, le texte participe à la sécurisation juridique aussi bien des agents concernés que des administrations dont ils relèvent.

## LE VÉRITABLE DÉFI : PRÉSERVER LA PRIMAUTE DU SERVICE PUBLIC

Toutefois, l'existence d'un cadre juridique ne résout pas à elle seule l'ensemble des questions posées.

Le décret repose sur un principe fondamental qui ne saurait être discuté : l'activité privée demeure accessoire et ne doit en aucun cas porter atteinte à l'accomplissement des missions de service public.

L'adhésion à ce principe est aisée. Toutefois, sa mise en œuvre concrète l'est davantage. Comment apprécier l'équilibre entre activité publique et activité privée lorsqu'il s'agit de professions dont l'engagement dépasse largement les horaires administratifs classiques ? Selon quels critères mesurer l'incidence réelle d'une activité complémentaire sur la disponibilité d'un enseignant, d'un chercheur ou d'un praticien hospitalier ?

Le texte renvoie nécessairement une partie de ces appréciations aux responsables administratifs compétents. Cette souplesse présente des avantages évidents. Elle permet de tenir compte de la diversité des situations. Elle pose néanmoins une question importante : celle de l'harmonisation des pratiques et de l'égalité de traitement entre établissements, disciplines et territoires.

## AUTORISER EST UNE CHOSE, SUIVRE EN EST UNE AUTRE

Une autre question mérite attention. Le décret organise avec précision les conditions d'accès à l'activité privée. Il définit les procédures d'autorisation, identifie les autorités compétentes et fixe les principales conditions d'exercice.

Mais toute politique publique ne se mesure pas uniquement à ses mécanismes d'entrée. Son efficacité dépend également de sa capacité à assurer un suivi durable.

La réussite du dispositif reposera donc largement sur les outils de contrôle, d'évaluation et de vérification qui accompagneront son application.

Il ne s'agit pas ici de promouvoir une logique de suspicion. Il s'agit simplement de rappeler qu'un équilibre durable entre liberté professionnelle et obligations de service public suppose des mécanismes de régulation transparents. À défaut, les meilleures intentions réglementaires risquent de demeurer largement théoriques.

## LA QUESTION SENSIBLE DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'une des dimensions les plus importantes du sujet réside probablement dans la prévention des conflits d'intérêts.

Dans les secteurs universitaire, scientifique et médical, la frontière entre intérêt public et activité privée peut parfois devenir particulièrement délicate à appréhender. Les compétences acquises grâce aux investissements publics constituent une richesse collective. Leur valorisation au bénéfice de la société est non seulement légitime mais souvent souhaitable.

Encore faut-il que cette valorisation ne conduise pas à brouiller les responsabilités ou à créer des situations où les intérêts privés pourraient interférer avec les missions publiques.

Cette question dépasse largement le seul cadre du décret. Elle s'inscrit dans une réflexion plus générale sur les exigences contemporaines de déontologie, de transparence et de bonne gouvernance publique.

## SANTÉ ET UNIVERSITÉ : DEUX SECTEURS, UNE MÊME EXIGENCE

Les enjeux apparaissent avec une acuité particulière dans les secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur.

Pour les praticiens médicaux spécialistes, la possibilité d'exercer une activité complémentaire répond à des préoccupations lé-

gitimes liées à l'attractivité des carrières publiques et à la valorisation des compétences. Mais elle s'inscrit également dans un contexte où les citoyens demeurent particulièrement attentifs à la qualité et à l'accessibilité du service public de santé.

Pour les enseignants-chercheurs, les défis sont d'une autre nature mais tout aussi importants. La diffusion du savoir, le transfert de technologie, l'expertise et l'innovation constituent aujourd'hui des missions de plus en plus étroitement liées aux réalités économiques. Là encore, la difficulté consiste à trouver un point d'équilibre permettant de favoriser l'ouverture sur l'environnement tout en préservant l'indépendance et les missions fondamentales des institutions publiques.

## UNE QUESTION QUE LE TERRITOIRE NE PEUT IGNORER

Le débat ne saurait non plus être dissocié des réalités territoriales. Toutes les wilayas ne disposent pas du même potentiel d'encadrement universitaire ou médical. Toutes ne connaissent pas le même niveau d'attractivité. Dans certaines régions, la disponibilité d'un spécialiste ou d'un enseignant hautement qualifié constitue déjà un enjeu majeur de continuité du service public. L'application du décret gagnera donc à être observée également sous cet angle, afin de s'assurer que les équilibres recherchés à l'échelle nationale ne produisent pas, localement, des effets non souhaités.

## CE QUE RÉVÈLE RÉELLEMENT LE DÉCRET 26-202

Au fond, le décret 26-202 ne traite pas uniquement du cumul d'activités. Il révèle une évolution plus profonde de la fonction publique contemporaine.

Longtemps, le modèle dominant reposait sur une séparation relativement nette entre sphère publique et sphère privée. Les mutations économiques, technologiques et professionnelles des dernières décennies ont progressivement rendu cette frontière plus poreuse. Le texte adopté prend acte de cette réalité. Il reconnaît que les compétences détenues par les enseignants, les chercheurs et les praticiens spécialisés participent désormais à des écosystèmes beaucoup plus ouverts qu'autrefois.

La question n'est donc plus de savoir si cette évolution existe. Elle consiste à déterminer comment l'organiser tout en préservant ce qui demeure la raison d'être de l'action publique : l'intérêt général.

## CONCLUSION : UN POINT DE DÉPART PLUS QU'UN POINT D'ARRIVÉE

Le décret exécutif n° 26-202 constitue incontestablement une avancée dans la clarification du cadre juridique applicable aux enseignants de l'enseignement supérieur, aux chercheurs et aux praticiens médicaux spécialistes.

Son adoption apporte des réponses attendues et contribue à sécuriser des pratiques déjà présentes dans la réalité professionnelle. Mais comme souvent en matière de réforme administrative, le véritable enjeu commence au moment où le texte entre en application.

La réussite du dispositif se mesurera moins au nombre d'autorisations accordées qu'à sa capacité à préserver durablement l'équilibre entre liberté professionnelle, valorisation des compétences et exigences du service public.

C'est précisément sur ce terrain que le débat mérite désormais de se poursuivre. Non pour contester le décret.

Mais pour accompagner sa mise en œuvre et réfléchir collectivement à ce qu'il nous dit de l'avenir de l'université, de la recherche, de la santé publique et, plus largement, de la fonction publique algérienne elle-même.

*\*Inspecteur en chef de la fonction publique retraité*

# Omar Benbakhti, l'intelligence au service de la cité et la mémoire à préserver

Par Salah Lakoues

La disparition d'Omar Benbakhti laisse un vide immense dans la vie intellectuelle, universitaire et culturelle d'Oran. Avec lui s'éteint l'une de ces figures discrètes mais essentielles qui consacrent leur existence à bâtir des institutions, à former des générations et à défendre une certaine idée du savoir comme service rendu à la cité.

Sociologue, enseignant, responsable universitaire, homme de presse et intellectuel engagé, Omar Benbakhti a marqué de son empreinte plusieurs décennies de la vie académique algérienne. À l'université d'Oran, il a formé des centaines d'étudiants qui gardent le souvenir d'un professeur exigeant, rigoureux et profondément humain. Son enseignement ne se limitait pas à la transmission de connaissances : il invitait à comprendre la société, à exercer l'esprit critique et à assumer la responsabilité citoyenne du savoir.

Son parcours l'a conduit à exercer d'importantes responsabilités nationales, notamment comme secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur. Cette fonction lui a permis de mettre au service de l'État son expérience du terrain universitaire et sa connaissance fine des réalités de l'enseignement supérieur algérien. Il appartenait à cette génération de cadres qui considéraient l'université comme l'un des piliers fondamentaux de la construction nationale.

C'est durant cette période que j'ai eu l'occasion de travailler avec lui dans des circonstances particulièrement importantes pour l'avenir de l'université algérienne. Représentant du Premier ministre, j'avais la responsabilité délicate de faciliter le dialogue entre Omar Benbakhti et Djilali Liabes ministre de l'Enseignement supérieur.

Il ne s'agissait pas d'arbitrer une opposition entre deux hommes, mais de rapprocher des visions, des sensibilités et des approches portées par deux grands intellectuels profondément attachés à l'avenir de l'université et du pays. Les débats étaient souvent riches, parfois exigeants, toujours guidés par le souci de servir l'intérêt général. Derrière les nuances d'analyse apparaissait une même conviction : l'Algérie ne pourrait relever ses défis sans une université forte, moderne et productrice de savoir.

Ces échanges furent une véritable leçon d'intelligence et de responsabilité. Ils révélaient la qualité d'une génération d'universitaires pour qui le débat d'idées constituait un moyen de construction collective et non un affrontement personnel. Omar Benbakhti faisait partie de ces hommes capables de défendre leurs convictions avec fermeté tout en restant ouverts au dialogue et à la recherche de compromis lorsque l'intérêt du pays l'exigeait.

L'assassinat de Djillali Liabès par les groupes terroristes durant les années de violence fut un choc profond pour toute la communauté

universitaire. L'Algérie perdait alors un ministre, un intellectuel et un serviteur de l'État dont l'engagement pour le savoir et la modernisation de l'enseignement supérieur demeure une référence. Ceux qui l'avaient côtoyé, parmi lesquels Omar Benbakhti, furent durablement marqués par cette disparition qui symbolisait l'attaque contre l'intelligence et les institutions républicaines.

Après l'assassinat du Président Boudiaf, l'Algérie entra dans une période particulièrement difficile. À Oran comme ailleurs, les citoyens cherchaient des repères. Les intellectuels et les acteurs de la presse avaient alors la responsabilité de maintenir des espaces de parole, de réflexion et de débat.

C'est dans ce contexte que naquit l'aventure du Quotidien d'Oran. Omar Benbakhti participa à cette initiative avec la conviction que la presse devait être plus qu'un simple vecteur d'information : elle devait être un lieu de débat, de réflexion et de construction citoyenne. Le journal devint rapidement une référence grâce à cette exigence intellectuelle et éthique.

En quittant le Quotidien d'Oran, quelques années plus tard, Omar Benbakhti ne s'est pas éloigné du monde des idées. Bien au contraire, il a réalisé l'un de ses rêves les plus chers : la création de sa propre maison d'édition. Ce projet constituait l'aboutissement naturel de son parcours intellectuel et professionnel. Il traduisait une conviction profonde : sans outils de publication solides, une société ne peut ni préserver sa mémoire, ni valoriser sa production scientifique et culturelle.

Pour lui, l'édition n'était pas une activité technique, mais un acte de transmission. Publier, c'était donner une existence publique à la pensée, offrir une chance aux recherches d'être lues, aux auteurs d'être reconnus et aux idées de circuler.

Aujourd'hui, cette maison d'édition constitue un héritage précieux. Mais cet héritage ne peut vivre sans continuité. C'est pourquoi j'exprime ici un souhait personnel : que les amis d'Omar Benbakhti, ses anciens collègues, ses compagnons de route, les universitaires, les écrivains, les journalistes et tous ceux qui ont bénéficié de son soutien puissent se mobiliser pour contribuer à faire vivre cette maison d'édition.

Il ne s'agit pas seulement de préserver une structure éditoriale. Il s'agit de prolonger une vision. Sans soutien collectif, une maison d'édition risque de s'éteindre ; avec un engagement partagé, elle devient un espace durable de savoir, de débat et de mémoire.

Faire vivre cette maison d'édition, c'est prolonger l'esprit d'Omar Benbakhti. C'est affirmer que le travail intellectuel mérite des institutions pérennes. C'est aussi reconnaître que la transmission du savoir est une responsabilité collective.

Ainsi, au-delà de l'homme, c'est son œuvre qui doit continuer à respirer. Et à travers elle, une certaine idée de la culture, de la connaissance et du service rendu à la cité.

Oran perd un intellectuel. Mais elle peut choisir de prolonger son héritage.





Par Belkacem  
Aïchène-Djaballah  
**Livres**

## Saint Augustin, fils de Numidie. Une histoire d'Amour et de Grâce.

Roman (et récit) de Lylia Nezar.  
Editions Hibr, Alger 2026, 208 pages,  
1000 dinars

Décidément, Saint Augustin a le vent en poupe. Voilà donc un autre ouvrage à lui consacré. Mais, cette fois-ci en une forme littéraire assez originale. Certainement -et, c'est réussi- pour capter l'attention (le sujet paraissant, au premier abord, assez difficile à traiter, pour ne pas dire peu ou pas attractif) d'un lecteur (algérien) peu habitué au traitement public et romancé de thèmes liés à la religion.

On a donc deux styles d'écriture : la vie d'Augustin, romancée, et la vie... de l'auteur (?). Comme si la vie perturbée d'Augustin, encore jeune homme à la recherche de la Vérité avait quelque part, des ressemblances avec celle de la narratrice, à la recherche de son équilibre identitaire et personnel.

Donc, pour parler de saint Augustin, l'auteur le raconte à travers le prisme de celle qui a partagé quinze années de sa vie avec ce dernier. Cette femme existe-t-elle réellement ou bien est-elle le produit de l'imagination de Lylia Nezar ? Quand on revisite l'abondante bibliographie dédiée à saint Augustin, on ne lui trouve nulle trace. Il n'y a que saint Augustin lui-même qui l'a effleuré de façon laconique, dans son œuvre. Lylia Nezar précise : « Nulle mention de sa vie, nulle référence de cette relation dans les biographies. Augustin lui-même ne lui accorde que quelques lignes, dans une œuvre pourtant colossale ». Et de rappeler ce passage du livre de saint Augustin :

tin Les Confessions : « J'avais souffert que l'on éloignât de moi cette femme que j'entretenais (note : concubine devenue mère d'un enfant) parce qu'elle était un obstacle à mon mariage. Mais je n'avais pu l'arracher à mon cœur où elle était si fortement attachée, sans le déchirer ; et cette plaie saignait encore ». À partir de là, Lylia Nezar « fabrique » son personnage principal en lui créant une identité, un nom et un itinéraire : c'est une histoire d'amours croisées entre le passé et le présent.

Parallèlement, le lecteur découvre Inès, une archéologue lyonnaise spécialiste de la Numidie. Cette dernière obtient avec ses collègues l'autorisation de partir travailler avec une équipe algérienne sur une trouvaille rare sur le site d'Hippone, ancien fief de saint Augustin. Arrivés sur les lieux, ils découvrent une jarre scellée qui contient des « épîtres », des lettres datées de l'Antiquité tardive. L'équipe va s'atteler à les déchiffrer et par la même occasion faire une découverte exceptionnelle. On a donc deux récits s'entrecroisant, celui d'Inès et celui lointain de la compagne d'Augustin, appelée Elidon. Deux histoires d'amour.

Dans sa préface, Fred Wekesa, recteur de la basilique Saint-Augustin, rappelle une célèbre citation de saint Augustin : « Le monde est un livre, et ceux qui ne voyagent pas n'en lisent qu'une page. » Et d'entamer sa préface : « Cette pensée de saint Augustin, placée en exergue de ce récit, résonne comme une invitation à franchir les frontières du temps et de l'espace. Dans cet ouvrage, Lylia Nezar ne nous livre pas seulement une étude historique ou une biographie de plus sur le « Docteur de la Grâce », elle nous offre un pont vibrant entre deux mondes que seize siècles séparent ».

**L'Auteur :** Née à Annaba. Diplômée en sciences politiques de l'université Lyon III. Écrivaine et poétesse, passionnée de littérature, de sciences et de philosophie. Son premier livre paraît en 2021. Il s'agit d'un recueil de poésie intitulé « Eva-Naissance ». Elle participe à un recueil collectif aux éditions « Chèvre-feuille étoilée », sous la direction de Mo-

nique Sérot- Chaïbi de l'ouvrage : *Paroles pour une paix en terre de Palestine. Elle publie son premier roman aux éditions Hibr, en 2024. Il s'agit de « Matriochkas, les héritières ».* Elle reçoit le Prix de la poésie francophone Léopold Sédar Senghor, à Milan (Italie) en 2025. Elle s'adonne durant la même année à l'écriture théâtrale avec le metteur en scène palestinien Rohi Ayadi : « De Lyon à Jérusalem Est », pièce présentée au public en novembre 2025. Elle est membre fondateur du festival de la fraternité (Lyon). Elle participe à l'anthologie des poétesses francophones contemporaines, sous la direction de Suzanne Dracius, édition Idem (France). « Saint Augustin, fils de Numidie. Une histoire d'amour et de grâce » est son deuxième roman.

**Table des matières :** Préface / 41 chapitres / Les Épîtres de la jarre d'Hippone (15) / Annexe

**Extraits :** « (Hippo Regius) C'est un site exceptionnel et ce n'est pas la seule ville algérienne à être fascinante. Il y a ses voisines Calama, Thagaste, sans oublier l'antique Madaure qui a engendré tant de génies ! » (p 13), « Madaure est une ville illustre qui a vu briller beaucoup de penseurs d'Afrique » (p 40), « Augustin a été analysé sous toutes les coutures, ses Confessions ont révolutionné le monde et jusqu'à la psychanalyse » (p 49), « Il devrait y avoir un délit pour avoir saccagé le cœur de quelqu'un, la loi devrait punir celui qui quitte, qui abandonne, qui laisse l'autre en ruine. Le vandalisme est bien considéré comme un délit, destruction de biens d'autrui, alors qu'en est-il de la destruction d'une personne dans l'indifférence et l'impunité totales. Oui, la loi devrait punir toute personne qui démolit une autre, brise ses rêves et anéantit sa vie » (p 84), « On ne peut pas être né à Annaba et ne pas être contaminé par Augustin, même notre plus grand lycée porte son nom » (p 94), « Cette mère est une lionne qui ne cède en rien, Monna sait avec certitude que son fils la rejoindra plus tôt ou tard. Là où se trouve la mère sera le fils » (p 99), « Les mères algériennes, aimantes et posses-

ves... Elles sont toutes des Monique... en puissance » (p 170).

**Avis** Roman ? Récit ? Vie personnelle. Vie d'Augustin. Des histoires d'amours croisées entre passé et présent. Une formule originale qui facilite la lecture... et, surtout, qui aide à comprendre le cheminement vers la Grâce. « Lylia Nezar signe ici une œuvre de réhabilitation d'un pays, d'une région mais aussi de la parole féminine, trop longtemps étouffée par les grands récits théologiques » (Père Fred Weseka).

**Citations :** « On ne change pas un pays de tout au tout, en lui changeant sa langue, son nom ou en le romanisant. Numides nous naissons, Numides nous vivons, Numides nous mourrons. C'en est ainsi que le monde est monde. Nous nous adaptons, mais contrairement à l'eau et au miel, nous ne nous mélangeons pas » (Monica citée, p 64), « La rhétorique, cette science de la parole et de l'argumentation qui travestit les réalités et qui offre la reconnaissance en fonction du talent du rhéteur, un jeu malin et captivant qui fascine les foules » (Augustin cité, p 75), « L'Olivier dit de Saint Augustin, lui, serait en fait largement antérieur à l'homme. Il daterait de 2 900 ans (p 88), « Le bonheur n'est jamais à cause » de l'autre, il peut le partager, mais rarement le créer, c'est une graine qui existe au fond de chacun de nous et nous nous devons d'en prendre soin » (p 95), « Il y a trois temps, le présent du passé, le présent du présent et le présent de l'avenir. Car ce triple mode de présence existe dans l'esprit ; je ne le vois pas ailleurs. Le présent du passé, c'est la mémoire ; le présent du présent, c'est l'attention actuelle ; le présent de l'avenir, c'est mon attente » (Saint Augustin cité, p 167), « La sainteté n'est pas l'absence d'humanité, mais son accomplissement moral et intellectuel » (p 178), « Aime et fais ce que tu veux ; si tu te tais, tais-toi par amour ; si tu parles, parle avec amour ; si tu corriges, corrige par amour ; si tu pardones, pardonne par amour ; aies au fond du cœur les racines de l'amour ; de cette racine, il ne peut rien sortir que du bon » (Saint Augustin cité, p 186).

## Les auteurs latins d'Afrique. Les Païens (La littérature latine d'Afrique).

Étude historique de Paul  
Monceaux.

Alger-Livres Editions, Alger 2016  
(Lecen, Oudin & Cie, Paris 1894.

Titre original :  
« Les Africains. Étude  
sur la littérature latine  
d'Afrique »).

Texte présenté par l'éditeur.  
950 dinars, 398 pages  
(fiche de lecture déjà publiée en  
janvier 2019).

Ils ont été bien souvent d'habiles lettrés ou d'ingénieux savants. Plusieurs d'entre eux sont partis par Rome (qui occupait une bonne partie du pays durant des siècles), où leur science et leur talent devaient trouver un théâtre plus retentissant. Beaucoup n'ont pas quitté la terre d'Afrique où ils se sentaient entourés de l'estime publique.

Eux, ce sont des dizaines et des dizaines de lettrés et certains ont encore leur nom inscrit au frontispice de la culture universelle... oubliés,

hélas seulement par leurs descendants directs, nous... et, par la suite, en bonne partie récupérés par les Occidentaux sous couvert de latinité ou de chrétienté. Eux, ce sont les « Africains » du Nord (surtout l'Algérie et la Tunisie), hommes de lettres, chroniqueurs, poètes, fabulistes, dramaturges, rhéteurs, médecins, tribuns, grammairiens, métriciens, naturalistes, juristes... Eux ce sont Apulée de Madaure, Augustin d'Hippone, Apollinaire (de Carthage), Fronton de Cirta, Tertullien, Arnobe, Alype, Antoninus Aquila, Cyprien, Lactance, Pactameius de Cirta, Commodien, Téréntien le Maure, Juba, Victorin et Servius, Priscien de Caesarea, Possidus, Aulu-Gelle, Felix, Friscien de Cirta, Dracontius, Di-neontius, Manilius, Cornutus de Lep-tis, Florus, Némésien de Carthage... formant une « nation dans le domaine des lettres latines » Avec, bien sûr, le lot habituel des « charlatans de science ». Donc, une série d'écrivains -païens puis chrétiens, chacun défendant ses idées ou sa foi - considérables, maîtrisant le latin et /ou le grec mais parlant et pratiquant la même langue (un mélange de latin, de grec, de libyco-punique et de patois local), certains ouvertement hostiles à l'occupant, d'autres politiquement ralliés et en apparence à demi gagnés, « mais, au fond, par un instinct de race, tous re-

belles à l'action romaine, obstinés dans le souvenir de leurs vieilles traditions, de leurs coutumes, de leurs dieux, de leur langue, et d'ailleurs défendus dans leur farouche indépendance ou tout au moins préservés d'une absorption complète par la structure du sol natal ».

Certains sont partis et sont même devenus, à Rome même, des hommes d'autorité ou empereurs : Septime Sévère, le Maure Macrin, le Maure Emilianus, Mémor, Carusous et ses fils Carinus et Numérien, Jumianus,...

**L'Auteur :** Né en 1859 et décédé en 1941. Historien, archéologue, philologue et latiniste, ancien professeur à l'Ecole supérieure des lettres d'Alger (1884) et au Collège de France (1907-1937), membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

**Extraits :** « En Numidie et jusqu'aux environs de Carthage, la civilisation latine n'a jamais pu entamer bien des îlots de langue punique ou berbère » (25), « Cette Afrique indigène, là contenue par la force, ici ralliée en apparence, mais nulle part complètement assimilée, a toujours développé et menacé l'Afrique officielle qu'elle a fini par étouffer » (p 36), « Après trois mille ans de dominations étrangères, la race indigène subsiste encore dans tout l'Atlas, presque intacte, irréconciliable et toujours menaçante » (p 39), « À Cartha-

ge, comme dans tous les pays du monde, on rencontrait deux sortes d'étudiants : ceux qui étudient, et ceux qui regardent étudier. La seconde catégorie était naturellement la plus nombreuse » (p 63).

**Avis** Un livre qui nous fait remonter le temps pour (re-)découvrir les vraies racines de notre peuple, avec la valeur et la gloire de ses intellectuels.

**Citations :** « Tous les Berbères ont en commun la passion de l'indépendance. Mais cette indépendance, ils n'ont jamais pu l'assurer tout à fait, parce qu'ils ne savent point sacrifier la petite patrie à la grande » (p 39), « Le sol africain est l'un des facteurs et non des moindres de la littérature africaine. Ici, pour comprendre l'homme de lettres, il faut regarder la nature » (p 47), « On aime à médire de ce qu'on sait mal » (p 52), « L'homme est déjà dans l'enfant, et la pauvre nature humaine n'attend pas que la barbe pousse pour revendiquer ses droits » (p 57), « La physiologie du lettré d'Afrique. C'est un Janus à double face : d'une part, le profil net, expressif, résolu de l'Européen ; de l'autre, la mine ondoyante et rêveuse de l'Oriental » (p 86), « En aucun pays, la langue d'un peuple conquérant ne se fait accepter et ne se répand sans beaucoup de concessions au parler traditionnel des peuples conquis » (p 93).



## Front de mer «Les Dunes» Des kiosques et des extensions anarchiques rasés

K. Assia

Des kiosques et plusieurs extensions anarchiques érigés le long du front de mer de la plage «Les Dunes» dans la commune de Aïn El Turck ont été démantelés avant-hier, lors d'une vaste opération d'assainissement lancée par les services de la commune et les éléments de la sûreté de daïra de cette localité balnéaire. Cette campagne pilotée par le président de l'APC de Aïn El Turck a visé tous les kiosques métalliques installés illicitement et aussi des extensions anarchiques érigés au niveau du front de mer de la plage «Les Dunes». D'importants moyens humains et matériels ont été déployés pour mener cette opération qui vient en application des directives données par le wali d'Oran visant à lutter contre l'occupation illícite de l'espace public et toute transgression sur le domaine public notamment au niveau du littoral.

La semaine dernière, plusieurs extensions illicites et deux garages à bateaux au niveau des plages Aïn Safiya et Salihine ont été démolis au cours d'un contrôle pour lequel tous les moyens ont été mis en place par les services de la daïra et de l'APC de Aïn El Turck. De même que des chaises et des tables installées illicitement en vue de leur exploitation ont été aussi saisies. Auparavant, quelque 20 garages à bateaux réalisés anarchiquement au lieu-dit Rocher de la vieille dans la commune de Aïn El Turck avaient été démolis. Certains propriétaires de ces garages



à bateaux illicites avaient tenté d'entraver l'opération de démolition en bloquant l'accès à ces abris et même ont versé de l'huile brûlée, un comportement dangereux et un acte qui n'a pas découragé les agents qui ont su maîtriser la situation et mener leur opération conformément aux orientations données.

Ainsi et selon des sources communales, on saura que cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts déployés afin de lutter contre le phénomène de l'occupation illícite des biens publics. Elle vise à éliminer toute atteinte à l'esthétique du littoral et ce dans le cadre d'une stratégie globale de réorganisation des espaces côtiers. Par ailleurs, plusieurs opérations similaires ont été lancées ces derniers mois dont la démolition de plusieurs

extensions érigées anarchiquement au lieu-dit Haï Sidi El Bahri dans la commune balnéaire de Aïn El Turck.

Ces extensions d'habitations faites sur l'espace public entravaient le lancement du projet d'aménagement urbain de ce quartier ce qui a contraint les élus à prendre les mesures qui s'imposent, apprend-on.

En mai dernier, sept nouvelles constructions illicites réalisées au niveau d'un ancien bidonville sis sur la route qui contourne Cap Falcon avaient été démolies. Parallèlement, les préparatifs de la saison estivale 2026 vont bon train avec le lancement de plusieurs travaux d'aménagement des plages et de réhabilitation des centres de surveillance et de contrôle de la protection civile, de la police et de la gendarmerie.

## Direction de l'éducation et Ecole normale supérieure Une convention pour renforcer la collaboration

J. Boukraa

Une convention de partenariat et de coopération a été conclue, mardi, entre la direction de l'éducation de la wilaya et l'Ecole normale supérieure «Chahid Ahmed Ammour», dans le but de renforcer la collaboration entre les deux institutions et de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de l'Ecole normale supérieure sous la supervision du directeur de l'éducation de la wilaya d'Oran et du directeur de l'établissement, en présence du chef du service de la formation et de l'inspection, de cadres de la direction de l'éducation ainsi que de responsables de l'Ecole normale supérieure.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant

à consolider les partenariats entre les différents acteurs du secteur éducatif. Elle vient également renforcer la dynamique de coopération engagée par la direction de l'éducation avec plusieurs partenaires institutionnels afin de promouvoir l'excellence pédagogique et le développement des compétences. L'accord prévoit notamment le renforcement de la coopération dans le domaine de la formation, l'échange d'expériences théoriques et pratiques ainsi que la mise en place de mécanismes favorisant l'amélioration des performances des enseignants. Il permettra également aux enseignants et encadreurs de l'Ecole normale supérieure de réaliser des applications et des stages pratiques au sein des établissements scolaires de la wilaya. La convention encourage par ailleurs le développement de projets de recherche scienti-

fique et d'études conjointes portant sur les questions pédagogiques et éducatives, tout en favorisant le partage des connaissances et des expertises entre les deux institutions.

Parmi les mesures retenues figure également l'ouverture du centre intensif d'appui aux langues de l'Ecole normale supérieure aux personnels du secteur de l'éducation de la wilaya d'Oran, leur offrant ainsi l'opportunité de renforcer leurs compétences linguistiques dans le cadre de leur parcours professionnel.

À travers cette initiative, la direction de l'éducation et l'Ecole normale supérieure réaffirment leur volonté commune de promouvoir une formation de qualité, de soutenir l'innovation pédagogique et de contribuer à la modernisation du système éducatif au bénéfice des enseignants et des apprenants.

## Protection civile Le dispositif de surveillance des plages installé

J. Boukraa

A l'occasion de la saison estivale, la direction de la protection civile de la wilaya d'Oran a procédé à l'installation du dispositif spécial de surveillance et de secours au niveau des plages autorisées à la baignade. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à garantir la sécurité des estivants et à assurer une intervention rapide en cas d'urgence tout au long de la période estivale. Cette opération a concerné l'ensemble des plages surveillées du littoral oranais. Le dispositif mobilise d'importants moyens humains et matériels, comprenant

notamment des maîtres-nageurs sauveteurs, des équipes de secours spécialisées, des postes de surveillance ainsi que des équipements d'intervention adaptés aux risques liés à la baignade et aux activités nautiques. Cette mise en place intervient dans le cadre des préparatifs engagés par les autorités publiques afin d'assurer un déroulement optimal de la saison estivale et de renforcer les conditions de sécurité au profit des milliers de citoyens et visiteurs attendus sur les plages de la wilaya durant les prochains mois.

À travers ce dispositif, la protection civile entend renforcer la prévention des accidents de noyade, améliorer

la rapidité des interventions et sensibiliser les estivants à l'importance du respect des consignes de sécurité. Les équipes déployées auront pour mission d'assurer une surveillance permanente des zones de baignade autorisées et de veiller au respect des mesures de prudence nécessaires. À cette occasion, les services de la protection civile appellent les citoyens à faire preuve de vigilance et de responsabilité, en respectant les instructions des maîtres-nageurs sauveteurs, en évitant les baignades dans les zones non surveillées et en tenant compte des conditions météorologiques ainsi que de l'état de la mer.

## Jardin de la liberté La campagne de prévention contre les intoxications alimentaires lancée

J. Boukraa

Sous le slogan «Faites de l'alimentation saine un mode de vie permanent», la direction du commerce de la wilaya d'Oran a procédé hier à partir du jardin de la liberté au lancement de la campagne nationale d'information et de sensibilisation dédiée à la prévention des intoxications alimentaires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés pour protéger les consommateurs et préserver la santé publique, particulièrement à l'approche de la saison estivale.

La cérémonie de lancement a été présidée par le chef de cabinet de la wilaya, représentant le wali d'Oran, en présence du directeur régional du commerce, du directeur du commerce de la wilaya ainsi que de nombreux représentants des organismes concernés, des partenaires institutionnels et des professionnels du secteur.

Cette campagne vise à renforcer la prévention sanitaire à travers la sensibilisation des citoyens aux risques liés aux intoxications alimentaires et aux moyens de les éviter. Elle ambitionne également de promouvoir une véritable culture de consommation responsable en encourageant l'adoption de comportements alimentaires sains et le respect des règles d'hygiène et de conservation des denrées alimentaires. Dans ce cadre, la direction de la protection civile de la wilaya d'Oran a pris part à l'événement en organisant une exposition de matériels et d'équipements d'intervention. Cette participation

a permis aux visiteurs de découvrir les différents moyens mobilisés par les services de la protection civile dans l'accomplissement de leurs missions de prévention, de secours et de sauvetage.

Les agents de la protection civile ont profité de cette occasion pour sensibiliser le public à l'importance de la prévention et présenter les dispositifs d'intervention utilisés au quotidien pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Des explications ont également été fournies concernant les gestes de prévention et les bonnes pratiques à adopter afin de limiter les risques sanitaires et les accidents liés à une mauvaise manipulation ou conservation des produits alimentaires.

Les organisateurs ont souligné que cette campagne revêt une importance particulière durant la période estivale, marquée par une hausse significative des températures favorisant la prolifération des bactéries et l'altération rapide des aliments. Les actions de sensibilisation visent ainsi à réduire les risques liés aux mauvaises conditions de stockage, de conservation et d'exposition des produits alimentaires périssables. Tout au long de cette campagne, plusieurs activités de proximité et sorties de terrain seront organisées au profit des consommateurs et des opérateurs économiques. Ces actions permettront de diffuser les recommandations essentielles en matière d'hygiène alimentaire, de renforcer la vigilance collective et de contribuer à garantir un été plus sûr, à l'abri des risques d'intoxications alimentaires.

## Opération coup de poing 14 individus recherchés arrêtés par la police

K. Assia

58 individus ont été interpellés au cours d'une opération coup de poing lancée par les éléments de cinq sûretés urbaines (6, 13, 14, 19 et 22<sup>ème</sup>) en coordination avec les services de la police judiciaire dans plusieurs quartiers et zones relevant de la compétence de la police. Les individus interpellés ont été soumis à un examen de situation approfondi et deux d'entre eux recherchés par un mandat d'arrêt ont été arrêtés. Les policiers ont aussi appréhendé 12 autres individus recherchés et condamnés par la justice ce qui porte le nombre global des individus recherchés à 14.

Par ailleurs, cette intervention d'envergure a donné lieu à l'arrestation de 13 in-

dividus impliqués dans plusieurs affaires de commercialisation et détention de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres.

Les unités d'intervention de la police ont saisi des morceaux de kif traité, 162 comprimés psychotropes et des armes blanches. 39 véhicules ont été contrôlés et 12 infractions routières ont été constatées. D'autre part et concernant le volet de la police générale, 19 commerces ont été contrôlés en coordination avec les services du commerce et 3 infractions liées au non-respect de l'activité commerciale ont été enregistrées. Des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» sont mis à la disposition des citoyens pour leur sécurité et celle de leurs biens.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 dhou el hidja 1447

El Fedjr 04h02	Dohr 13h01	Assar 16h50	Maghreb 20h19	Icha 21h56
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Sidi Bel-Abbès

# Un plan spécial pour sécuriser le réseau électrique

**La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sidi Bel-Abbès a établi un plan spécial pour sécuriser son réseau et passer la saison estivale 2026 dans les meilleures conditions possibles.**

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des mesures proactives visant à garantir la continuité du service public et un approvisionnement régulier en énergie, a déclaré, mardi, le directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, Karim Benahmed. Le même responsable a précisé, lors d'une conférence de presse, que ce plan stratégique s'appuie sur les indicateurs et les résultats techniques réalisés au cours de l'année 2025, afin de garantir la réponse du système électrique à la forte hausse attendue de la demande en énergie électrique durant la période de pointe et la saison estivale.

Ce plan repose sur plusieurs axes techniques et de terrain essentiels.

L'opération a englobé l'identification des points critiques du système électrique, le renforcement et la consolidation des réseaux de transport et de distribution, ainsi que l'exécution de programmes

de maintenance préventive pour les stations de transformation et les réseaux, outre le renforcement de la disponibilité des brigades d'intervention et de maintenance pour faire face rapidement à tout imprévu.

A cet égard, le programme a compris la réalisation et la maintenance de 180,46 kilomètres de réseaux électriques, avec un taux d'avancement ayant atteint 83 %, parallèlement à la maintenance et à la mise à niveau de 37 stations de transformation électrique, affichant un taux de réalisation de 85 %. Cela permettra de garantir l'amélioration de la qualité de l'approvisionnement électrique et de réduire les coupures et les perturbations à travers les différentes communes.

La même source a révélé que la direction n'a pas omis le volet de la sécurité et de la prévention des catastrophes. En effet, le plan de préparation de l'été 2026 comprend un axe spécial dédié à la

lutte contre les feux de forêts et à la protection des installations électriques contre leurs risques. Cela s'est traduit par la réalisation de 7,1 hectares de tranchées pare-feu jusqu'à la fin du mois de mai 2026, sachant que l'opération sera complétée par la réalisation de 5 autres hectares au cours de l'année 2027.

Ces mesures de protection ont également englobé l'exécution de travaux de nettoyage et d'élargissement des arbres adjacents aux installations et aux réseaux électriques sur une distance de 308 mètres jusqu'à la fin mai 2026, suivis de 310 mètres supplémentaires programmés pour l'année 2027.

Grâce à ces investissements et au renforcement continu des réseaux, le système de distribution se trouve ainsi en mesure de répondre aux exigences de la saison chaude et d'accompagner le développement économique et social de la wilaya.

## Sidi Bel-Abbès

# L'ENIE renforce ses partenariats pour des projets innovants

L'entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a signé, mardi, une convention de partenariat avec l'agence thématique de recherche en sciences et technologies en vue du financement et de la réalisation de huit projets de recherche innovants. Cette initiative vise à développer des solutions opérationnelles dans des domaines stratégiques tels que la sécurité énergétique, l'intelligence artificielle et les énergies renouvelables.

Dans une déclaration à la presse, le président-directeur général de l'ENIE, Abdeslam Bouab, a souligné que cette convention constitue une étape importante dans le renforcement de la recherche scientifique et du développement technologique au sein de l'entreprise. Il a précisé que les projets retenus découlent des besoins et des solutions proposés par l'ENIE à l'Agence Thématique de Recherche Scientifique et de Développement Technologique. Huit

projets de l'entreprise ont ainsi été sélectionnés et approuvés parmi les 44 projets retenus à l'échelle nationale, ce qui témoigne de la place qu'occupe l'ENIE dans le domaine de la recherche et du développement et de sa contribution à la résolution de problématiques touchant plusieurs secteurs, notamment la santé et l'environnement. De son côté, la directrice de l'agence thématique de recherche en sciences et technologies, Soumia Kouadri Mostefaï, a indiqué que les conventions signées s'inscrivent dans le cadre du programme de sécurité énergétique de l'Agence, prévu sur une période de cinq ans. Elle a affirmé que les mécanismes de coordination avec les entreprises économiques ont connu une évolution significative grâce à une nouvelle approche adoptée lors des troisième et quatrième appels à projets du programme. Désormais, l'entreprise économique constitue l'acteur principal dans l'identification des

problématiques et des thématiques prioritaires, avant l'ouverture des candidatures aux équipes de recherche chargées de proposer et de concrétiser les projets sur le terrain. La directrice a ajouté que les projets de recherche retenus bénéficieront d'un financement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, par l'intermédiaire de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique. Chaque projet recevra une enveloppe de cinq millions de dinars algériens sur une période de trois ans. Ces travaux seront menés par des équipes mixtes composées de chercheurs universitaires et d'ingénieurs spécialisés. Ils contribueront directement à la numérisation et au développement de l'industrie nationale grâce à des compétences et des idées algériennes, tout en favorisant la transformation de la recherche théorique en produits à forte valeur ajoutée pour le marché national.

## Aïn Temouchent

# Le plan anti-incendie mobilise

La Conservation des forêts de la wilaya d'Aïn Temouchent a réservé 24 points d'approvisionnement en eau, dans le cadre du plan de lutte contre les incendies de forêt, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette instance. Le Conservateur des forêts de la wilaya d'Aïn Temouchent, M. Tayeb Ammari, a indiqué qu'en coordination avec le secteur de l'hydraulique de la wilaya, 24 points d'approvisionnement en eau ont été réservés, cette année, afin d'être utilisés lors des opérations de lutte contre les incendies de forêt.

Ces points sont réparties à travers plusieurs communes connues pour leur importante couverture forestière, notamment Bouzedjar, El-M'saïd et Beni-

Saf, a-t-il souligné. Le même responsable a précisé que le plan de lutte contre les incendies de forêt, entré en vigueur depuis le mois de mai dernier, a mobilisé l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires. A cet effet, 40 agents forestiers sont mobilisés durant toute la saison estivale afin d'assurer une intervention rapide pour l'extinction des feux au niveau du couvert forestier, en coordination directe avec les services de la Protection civile.

Le plan repose également sur 13 véhicules tout-terrain appartenant à la Conservation des forêts, chargés d'assurer la première intervention en cas de départs de feu, ainsi que sur deux camions de grande capacité équipés de citernes

d'eau, a ajouté M. Ammari. Par ailleurs, huit tours de surveillance, réparties dans les principales forêts de la wilaya, assurent un suivi régulier et permanent de l'état du patrimoine forestier et permettent de signaler immédiatement tout départ de feu.

Afin de garantir l'efficacité des communications, 14 stations radio mobiles ont été mobilisées, en plus de deux stations principales situées à djebel Skhouna dans la commune de Beni-Saf et à djebel Sidi Bahaous dans la commune d'Aghlal, selon la même source.

Ces équipements de communication radio permettent d'assurer une liaison permanente et une intervention rapide en cas de déclenchement d'un incendie de forêt.

## Mostaganem

# Aménagements annoncés dans des zones d'activités

Des travaux d'aménagement de 4 micro-zones d'activités seront lancés prochainement dans 4 communes de la wilaya de Mostaganem, selon un communiqué de la cellule de communication et d'information du cabinet du Wali. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé lundi, une réunion de coordination de l'exécutif portant sur la situation de ces micro-zones d'activités, dont la création est prévue dans les communes de Sidi Ali et Achâacha, à Hassi Mammeche) et Stidia. A cet égard, le wali a rappelé que la création de ces espaces économiques vise à soutenir la dynamique de développement que connaît la wilaya, en stimulant, notamment, l'économie locale via la création de nouveaux espaces d'investissement. Après confirmation de la finalisation de toutes les procédures administratives liées à ces zones et de l'achèvement des études d'aménagement, le wali a décidé d'allouer

une enveloppe de 50 millions de DA pour leur raccordement aux différents réseaux vitaux (eau, assainissement, électricité, gaz et télécommunications), ajoute le communiqué, qui souligne que les travaux d'aménagement «débuteront dès la semaine prochaine». Concernant l'opération de lotissement de ces zones en parcelles d'investissement, le premier responsable de la wilaya a insisté sur la nécessité d'une coordination entre la direction de l'Urbanisme et les différentes institutions et organismes concernés, l'objectif étant d'élaborer un découpage à même de répondre aux exigences des investisseurs et aux besoins du marché local. Par ailleurs, le wali a ordonné l'élaboration d'une base de données globale recensant le foncier économique disponible à travers la wilaya, parallèlement à l'installation d'une commission spécialisée chargée d'étudier et de traiter les demandes d'investissement soumises, conclut le communiqué.

## Beni Abbès

# Plus de 240 aides à l'habitat rural attribuées

Une opération d'attribution de 243 aides à l'habitat rural dans la commune d'Igli, relevant de la wilaya de Beni Abbès, est en cours de concrétisation par les services compétents de cette collectivité, selon les services de la wilaya. Les décisions administratives sont en cours de remise aux bénéficiaires de ce programme d'habitat, qui connaît un vif engouement auprès des demandeurs de logements dans la wilaya, a-t-on précisé.

Parallèlement à cette opération, et afin de répondre à la demande en lo-

gements sociaux dans la même commune, un programme de réalisation de 40 logements publics locatifs (LPL) est en voie d'achèvement. Ces logements seront prochainement attribués aux demandeurs du chef-lieu de la commune, a-t-on indiqué. Par ailleurs, la wilaya de Beni Abbès a bénéficié auparavant d'un programme de plus de 18.000 aides à l'habitat rural, réparties entre les communes de Beni Abbès, Inhale, El-Ouata, Igli, Kerzaz, Ksabi, Ouled Khodeir, Tabelbala, Tamtert et Timoudi, a-t-on ajouté.

## Tiaret

# De nouveaux projets livrés à Sidi-Bakhti

Quatre projets de développement ont été mis en service dans la commune de Sidi-Bakhti et deux autres projets devront être exploités prochainement, a assuré le chef de daïra de Medroussa, M. Benabdallah Benariba. Les quatre projets, dont le coût de réalisation s'élève à 7,2 millions de dinars, sont inscrits au titre du programme de soutien au développement économique et social. Deux d'entre eux concernent l'aménagement de salles de soins dans les groupements ruraux d'Aïn El-Beïda et de Sidi-Allal, ce qui a contribué à améliorer les prestations médicales fournies aux 581 habitants de ces deux régions.

Au chef-lieu de la commune de Sidi Bakhti, le réseau d'éclairage public a été étendu à travers les artères principales, en plus de la réhabilitation et de l'équipement de l'ancien siège de la commune, afin d'améliorer les services administratifs offerts aux citoyens, a indiqué le responsable, ajoutant que la réalisa-

tion de ces deux projets a nécessité une allocation budgétaire estimée 19,3 millions de DA. Par ailleurs, deux autres projets inscrits dans le cadre du même programme devront entrer en exploitation dans les prochains jours. Il s'agit de l'ouverture d'une route sur une distance de 3 km reliant le chemin de wilaya CW2 aux localités de Sidi-Allal et Aïn El-Beïda, ainsi que du renouvellement du réseau d'eau potable au chef-lieu de Sidi-Bakhti, pour une enveloppe financière de 19,2 millions de DA.

Le dernier projet, financé par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), qui sera également mis en service prochainement, concerne des travaux d'aménagement urbain dans la localité d'Aïn El-Beïda. Ces travaux comprennent la réalisation de trottoirs et leur revêtement en carrelages, ainsi que la généralisation de l'éclairage public, pour une enveloppe budgétaire de 28,9 millions de DA, selon les explications fournies.

## Publicité

### APARTEMENTS

■ A louer un petit appart de 2 pièces, sdb, wc, au 1<sup>er</sup> étage pour couple avec 1 enfant, pas plus, à la Lofa, cité colonel Abderrezak, route de Misserghine, Oran – Tél : 0771.22.74.75

### VILLAS

■ A vendre maison près de la plage, composée de 3 pièces, cuisine, buanderie, wc, sup 135 m², actée + livret à Aïn Turck Oran – Tel : 0668.91.37.08 - 0798.13.95.97

### EMPLOIS

■ Clinique d'ophtalmologie recrute 1 médecin ophtalmologue – 1 Optométriste, 1- agent de sécurité. Envoyer CV (mail) cliniquophthoran@gmail.com – Ti : 0782.63.37.72

### DIVERS

■ Vends 'Meuble ORAN' Salon velours 3 pièces convertibles, Salon syrien 4 pces, Fauteuil chesterfield (GB) cuir converti, Salle à manger présidentielle, 3.5 m x 1.50m (Marquetterie) + 10 chaises + 2 fauteuils + Piano droit sur RDV - Tél : 0552.98.49.10





**Notice of extension of bids submission deadline**  
**Restricted National and International call for tender on one step**  
**N°02 /HYPROC SC SPA/MO/PROCUREMENT/2026**

**Supply of lubricant products "oils and greases" for HYPROC SC vessels**

HYPROC Shipping Company Spa Informs, all companies interested by the restricted national and International call for tender N°02/HYPROC S.C SPA / M.O /PROCUREMENT / 2026, for supply of lubricants "oils and greases" necessary for the maintenance of equipments onboard of HYPROC SC vessels..

Published on the:

BAOSEM N°2503 dated on 22/04/2026;

Le Quotidien d'Oran dated on 20/04/2026 ;

Ouest Tribune dated on 19/04/2026.

الجمهورية dated on 20/04/2026.

that the bid submission deadline has been extend from 25/05/2026 to 10/06/2026 at 10h00 AM (LT).

The opening of the the bids submission will be held on the same date in public session, at 10h30 AM (LT), at HYPROC SHIPPING COMPANY's head office ORAN.

ANEP N° 2631009153 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026



**AVIS D'INFRUCTUOSITE**

**De l'appel d'offres national ouvert en une seule étape**  
**N° 03/HYPROC S.C/ADM/2026**

**L'ACQUISITION DE VINGT-HUIT (28) VEHICULES**  
**EN 02 LOTS**

**LOT N°01 : (27) VINGT-SEPT VEHICULES DE TOURISME 05 PLACES**

**LOT N°02 : (01) UN VEHICULE DE TOURISME VIP 05 PLACES**

HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 -Oran- Algérie informe l'ensemble des soumissionnaires, ayant participé à l'appel d'offres national ouvert en une seule étape N° 03 /HYPROC SC/ADM/2026 portant sur l'acquisition de vingt-huit (28) véhicules en 02 lots.

Parus sur le :

BAOSEM N° 2507 en date du 04/05/2026

Le Quotidien d'Oran du 03/05/2026

Eldjournhouria en date 30/04/2026

Que cet appel d'offres est déclaré Infructueux par la Commission d'Ouverture des Plis, et ce, conformément aux dispositions de l'article 18 de la procédure de passation des marchés de HYPROC S.C. N° 08-R3 datée du 31/12/2025. pour le motif : aucune offre reçue

ANEP N° 2631009155 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES  
DAIRA DE AIN EL BERD  
COMMUNE DE SIDI BRAHIM

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N°04../2026**

L'assemblée populaire de la commune de SIDI BRAHIM lance Un Avis D'appel D'offre National Ouvert Avec exigence de capacité minimale pour réaliser le projet  
**« réalisation d'un chemin communal reliant CW37 au ferme salem hachemi »**

Les entreprise Intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès L'APC de SIDI BRAHIM (Bureau de comptabilité) contre un paiement de 5.000,00DA.

**CONDITION D'ELIGIBILITE:**

- Ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie 04 et plus en activité principal TRAVAUX PUBLIC en cours de validité

- Le chiffre d'affaire moyen des trois dernières années (2022-2023-2024) est justifié par les bilans des trois derniers exercices ; supérieure ou égale à 20.000.000.00 da (vingt millions dinars algériens)

-Ayant comme références professionnelles plus de 02 projets similaires justifiées par attestations de bonne exécution et 02 PV de réception définitive délivré par un maitre d'ouvrage public .

L'offre sera adressée à Monsieur le président de L'APC dans une enveloppe fermée portant le dossier de candidature, l'offre technique et financière seront insérées dans trois enveloppes L1, L2 et L3 séparées cachetées, la référence et l'objet ainsi que la mention intégrées dans une enveloppe extérieure L4 cachetée, anonyme et portera la mention : à ne pas ouvrir avis d'appel d'offre N° 04/2026Projet : « réalisation d'un chemin communal reliant CW37 au ferme salem hachemi »

Le délai de la date des remis des offres est fixé à dix (10) jours avant (Midi) 12 heures au bureau de secrétariat à partir de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux et l'ouverture des plis sera le dernier jour de dépôt des offres à treize (13:30) heures , Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres l'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogé au jour ouvrable suivant.

**Composition du dossier d'appel d'offres :**

1/DOSSIER DE CANDIDATURE	2/OFFRE TECHNIQUE	3/OFFRE FINANCIER
*La déclaration de candidature signée et cachetée * La déclaration de probité signée et cachetée * Certificat de qualification et de Classification (activité principale Travaux Publics catégorie 04 et plus). * 02 référence travaux similaires + pv de réception définitive . * Les bilans 2022-2023-2024 visés par les services concernés *attestation mise à jour (CNAS-CASNOS-CACOBAT). * Attestation des comptes sociaux (EURL ou SARL) *Moyens humains et matériels justifiés. *Carte fiscale (NIF).+ Carte (NIS). *Extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement. *Copie du registre commerce électronique *Statut de l'entreprise (SARL ou EURL). * relevé bancaires	*La déclaration à souscrire signée et cachetée.  * Cahier des charges renseigne remplie signée et cachetée portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».  * Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, mémoire technique justificatif et tout document exigé prévu par le cahier des charges.	*La lettre de soumission signée et cachetée.  *Bordereau des prix unitaires signée et cachetée.  *Devis quantitatif estimatif signée et cachetée.

-Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date de l'ouverture des offres.

-Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 13h30 au siège de la commune de **SIDI BRAHIM**.

**Le Président de L'APC**

ANEP N° 2631009141 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026



**AVIS D'INFRUCTUOSITE**

**De la mise à jour N° 01 de l'appel à la pré-qualification internationale ouvert**

**N° 09/HYPROC SC/C&O/2024**

**Pour la constitution d'une short list fournisseurs de soutes**

HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 - Oran - Algérie informe l'ensemble des soumissionnaires, ayant participé à la mise à jour N°01 issue de la pré-qualification Internationale ouvert N° 09/HYPROC SC/C&O/2024 pour la constitution d'une short list de fournisseurs de soutes devant participer, ultérieurement, aux consultations de HYPROC SC pour les opérations d'achat de soutes des navires dans les ports et terminaux à l'étranger,

paru sur le BAOSEM n° 2491 le 18/03/2026 ; et les quotidiens nationaux « le carrefour d'Algérie », « Le Quotidien d'Oran » et « EL Djournhouria » du 23/03/2026, que cet appel à la mise à jour N°01 de la pré-qualification est déclaré Infructueux par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres, et ce, conformément aux dispositions de la procédure de passation des marchés de HYPROC SC N° 08-R2 datée du 11/02/2024, pour le motif : aucune offre reçue.

ANEP N° 2631009154 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026



WILAYA DE SIDI BEL ABBES  
DAIRA DE AIN EL BERD  
COMMUNE DE SIDI HAMADOUCHE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°06/2026

NIF N° : 2241071071108

Le P/APC par intérim lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales relatif un projet :  
-revêtement d'un stade communal en béton Poreaux et gazon synthétique à zelifa commune sidi hamadouche.

## ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

- 1-Ayan un certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie IV et plus en BATIMENT comme activité principale  
2-Ayant des référence professionnelle dans les travaux similaire ( gazon synthétique)objet du cahier des charges au moins 05 référence ( justifier par Attestation de bonne Exécution+PV de réception provisoire sans réserve + pv définitif sans réserve).  
3-pour le régime réel, le chiffre d'affaire des trois (03) dernières années (2023-2024 et 2025) et supérieur ou égal à CA  $\geq$  33.000.000.00 DA EST  
Jjustifié par les bilans délivrés par les services fiscaux.

4-Les entreprise doit etre présenter échantillon de gazon synthétique dernière génération en polyéthylène de 60 mm le gazon doit être homologue fifa certifié par un laboratoire sportif agréé par fifa+ fiche technique et certificat d'homologation.

Les entreprise intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahier pour ls ou un projet auprès de bureau des marché de la commune de sidi hamadouche contre paiement de 5.000.00 DA conformément a l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant la réglementions des marchés publics, et délégations de service publics, conformément La loi n° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

les offres comprendront un dossier de candidature , une offre technique et une offre financier à savoir :

## LE DOSSIER DE CANDIDATURES :

- une déclaration de candidature remplie , signée selon model:
- une déclaration de probité remplie , signée selon model:
- déclaration de sous traitant remplie , signée selon model:
- La copie de l'extrait du registre de commerce
- les statuts pour les sociétés .
- le planning des travaux.
- La copie de l'extrait ( CNAS/CASNO) CACOBATH en cour de validité.
- La copie de l'extrait code fiscal.
- La copie de l'extrait de rôles en cour de validité
- La copie de l'extrait du casier judiciaire N° 03 en cours de validité.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- tout document permettant d'évaluer les capacité des candidats , des soumissionnaires.

## Capacités professionnelles :

a/ capacités professionnelles :certificat de qualification et de classification catégorie IV et plus en BATIMENT comme activité principale  
b/ capacités financières : moyens financiers justifiés par les trois derniers bilans 2023/2024/2025. égal ou supérieur à 33.000.000.00 millions DA  
c/ capacité technique :

-moyens humains et matériel et références professionnelles  
- Moyens humaine justifier par : un listing visée par la CNAS de l'année 2025 avec diplôme valide le jour de l'ouverture des plis.

-Moyens matériel justifier par : cartes grises avec assurance valide et / ou contrat de location notarié  
Ayant des référence professionnelle dans les travaux similaire ( gazon synthétique)objet du cahier des charges au moins 05 référence ( justifier par Attestation de bonne Exécution+PV de réception provisoire sans réserve + pv définitif sans réserve).

## L'offre technique contient :

Une déclaration à souscrire remplis, selon modèle renseignée datée, visée, et paraphée.

Le cahier des charges remplis, selon modèle renseignée datée, visée, et paraphée portant à la dernier pages , la mention manuscrite « lu et accepté ».

## L'offre financière :

- la lettre de soumission selon modèle renseignée, datée, visée et paraphée.
- le bordereau des prix unitaires (BPU) : remplie, signée et cacheté
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) : remplie , signée et cacheté

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérer dans des enveloppes séparées et cachetées , indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet d'avis d'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », ou « offre financier ».

Ces développement sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres n° 06/2026 :

-revêtement d'un stade communal en béton poreaux et gazon synthétique à zelifa commune sidi hamadouche  
Conformément a l'article 69 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant règlementations des marchés publics et des délégations de service publics , les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché publics , qui doit les fournir dans un délai maximum de (10) jours a compter de la date de sa saisine , et en tout état de cause , avant la publication de l'avis , d'attributions provisoire du marché public.

Si les documents précitée ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclarations de candidature , l'offre concernée est écartée , et le service contractant reprend la procédure d'attribution du marché.

Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournis par le titulaire du marché public sont erronée , il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire contractant.

Les offres seront déposées au bureau des marché aux auprès de la commune de sidi hamadouche.

Conformément a l'article 71 du décret. présidentiel n°15/247 correspondant au 16/09/2015 , portant règlementations des marchés publics et des délégations de service publics les soumissionnaires sont invités par écrit par le blais. Du service contractant , à compléter leurs offres technique dans un délai maximum de (10) jours a compter de la date d'ouverture des plis , sous peine de rejet de leurs offres par les documents manquants ou incomplets exigés .

En tout état de cause , sont exclus de la demande de complément tous les documents émanant des soumissionnaire qui servent à l'évaluation des offres. Les offres seront déposer auprès de bureau des Marché de la commune ou plus tard à 10 h de la date limitée de l'ouverture des offres .

NB : les offres adressées par voie postal ne seront pas acceptées.

-La date limite de dépôt des offres est fixé à 10 jours a compter de la date de la première parution de l'avis dans les quotidiens nationaux .

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié de repos légal , la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La période de validité des offres est fixée par la durée de préparation des offres augmentées de 90 jours.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jours 10H30 au siège de la commune de sidi hamadouche.

Fait a sidi hamadouche le : .....

Le P/APC par intérim

ANEP N° 2631009139 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026

WILAYA DE SIDI BEL ABBES  
DAIRA DE MARHOUM  
COMMUNE DE SIDI CHAIB

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU PROJET

En Application Des articles 65-82 Du Décret Présidentiel N° 15-247 Du 16/09/2015 Portant Réglementation Des Marchés Publics Et Des Délégation Du Service Public :Le Président D'APC De Sidi Chaib Porte A La Connaissance Toutes Les Entreprises Ayant Soumissionné a l'avis d'appel d'offres ouvert N° 19/2026 avec exigence de capacités minimales concernant le projet Marché a commande en fournitures diverses sous forme de lots : LOT N° 01 : approvisionnement de la commune de fournitures d'impressions et de reliure, de fournitures de bureau de matériel informatique , et des affaires scolaires pour l'année 2026 . LOT N° 02 : approvisionnement de la commune de pièces de rechange , de pneus en caoutchouc , d'huile de moteur et graisse pour l'année 2026 . LOT N° 03 : approvisionnement de la commune en quincaillerie général ,matériaux de construction , produits d'hygiène et petit matériels , et les produits d'électricité pour l'année 2026. dans EL DAOURI en Arabe et le Quotidien d'ORAN En français le 06/05/2026 et dans les journaux électroniques DZ54 En français le 06/05/2026 et el hirak el ikhbari en arabe le 07/05/2026 Apres Evaluation Et Analyse Des Offres Technique Et Financière Le Projet Soumissionné a Attribue Provisoirement Au Contractant Indique Ci -Dessous :

N°	Nom du projet	Nom de l'entreprise	Délais	Montant Avant La Correction En DA	Montant Apres La Correction En DA	NIF maître de l'ouvrage	NIF L'entreprise	Observation
01	LOT N° 01 : approvisionnement de la commune de fournitures d'impressions et de reliure, de fournitures de bureau de matériel informatique , et des affaires scolaires pour l'année 2026	EURL SAM DJALAB	24 heures	MIN : 9.129.394.40	/	4100020000220 2701034	00212200246884922001	Offre Qualifiée Techniquement, financièrement
				MAX: 16.027.532.85	/		176200300248104000 00	Offre Qualifiée Techniquement, financièrement
02	LOT N° 02 : approvisionnement de la commune de pièces de rechange , de pneus en caoutchouc , d'huile de moteur et graisse pour l'année 2026	BAGHDAD NOURREDINE	12 heures	MIN : 8.499.932.00	MIN: 8.490.412.00		191220500705164	Offre Qualifiée Techniquement, financièrement
				MAX: 4.752.192.00	MAX : 14.733.152.00			
03	LOT N° 03 : approvisionnement de la commune en quincaillerie général ,matériaux de construction , produits d'hygiène et petit matériels , et les produits d'électricité pour l'année 2026	BEN DJEMAA HAKIM	16 heures	MIN : 19.665.237.90	MIN : 19.772.337.90			
				MAX : 34.713.787.50	/			

Tout Soumissionnaire Contestant Le Choix Opéré Par Le Service Contractant Peut introduire un recours dans un délais de 10 jour auprès de la commission des marche a partir de la première publication du présent avis D'attribution provisoire dans le BOMOP ou la presse ou le portail des marche public comme suit les soumissionnaire peuvent présenter au bureau des marche publique pour renseigne sur leurs résultats techniques et financiers dans un délais de 03 jour a partir de la première publication de cette avis dans les quotidiens nationaux.

Sidi chaib Le : 2026 مای 2 6

ANEP N° 2631009161 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026

WILAYA : Chlef  
Daira : Chlef  
Commune : Oum Drou  
NIF : 098502339003625

République Algérienne Démocratique et populaire

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions de l'article 65-82 du décret présidentiel N°247-15 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics ,La Commune d'Oum Drou informe les entreprises ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacité minimal N°02/2026 pour : réalisation du réseau d'assainissement à travers la commune :

- lot n°01 :Réalisation du réseau d'assainissement bocat el hammam ( tranche04) .
- lot n°02:Réalisation du réseau d'assainissement bocat maizla ( tranche05) .
- lot n°03:Réalisation du réseau d'assainissement bocat el menaceria ( tranche06) .

publié dans :les journaux et djemhouria du 04 / 04 /2026 et " Le quotidien d'Oran " " du 04 / 04 /2026 Dans un délai de 15 jours . Et après la réunion du comité des analyses séance du 04/05/2026, Le Président d'A P C de la commune d' Oum drou: lance un avis d'attribution provisoire des opérations suivant le tableau si dessous:

Intitulé d'opération	Contractant	Nif	Montant de l'offre(TTC)	Montant de l'offre Corrigé TTC)	Délais	N.O.T	OBS
- lot n°01 :Réalisation du réseau d'assainissement bocat el hammam ( tranche04) .	ABDI YOUSOUF ISLAM	192020105006199	49.194.957.00DA	/	04 mois	70.27pts	La meilleure offre financière en termes d'avantages économiques
- lot n°02:Réalisation du réseau d'assainissement bocat maizla ( tranche05) .	GROUPEMENT OULD SAID AMAR	179021202130113	19.647.300.00DA	19.669.510.00DA	02mois	73.7pts	La meilleure offre financière en termes d'avantages économiques
- lot n°03:Réalisation du réseau d'assainissement bocat el menaceria ( tranche06) .	GROUPEMENT EURL ECVN-MERRAH AHMED	001802090704377	12.578.300.00 DA	/	04 mois	83.28pts	La meilleure offre financière en termes d'avantages économiques

Les soumissionnaires protestant ce choix, peuvent introduire un recours dans un délai de dix jours (10) à compter des premiers jours de la publication de l'avis d'attribution provisoire conformément aux disposition des articles 82 paragraphes 02- 04 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 et de articles 56 aux dispositions de la loi n°23-12 du 05/08/2023 précisant les règles générales d'établissent la nature des concernant les marchés publics

Les soumissionnaire peuvent aussi prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières ,en se rapprochant des services de la commune dans un délai de trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis ,

Oum - drou le : .....

Le Président d'A P C

ANEP N° 2631009132 Le Quotidien d'Oran 04/06/2026



**TF1**

**20.10 FRANCE / CÔTE D'IVOIRE**  
Match amical international



Une douzaine de jours avant leur entrée en lice dans la Coupe du monde (11 juin-19 juillet), face au Sénégal dans le New Jersey, les Bleus de Didier Deschamps affrontent la Côte d'Ivoire, à la Beaujoire. Le sélectionneur de l'équipe de France veut s'appuyer sur cette rencontre face à une formation africaine pour aborder au mieux l'entrée de son groupe dans la compétition mondiale. Après cette confrontation, les finalistes du Mondial 2022 accueilleront l'Irlande du Nord, à Lille, pour un ultime galop d'essai avant leur départ pour...

**2**

**20.10 ENVOYÉ SPÉCIAL**



Au sommaire : "Epiciers blanchisseurs, les liaisons dangereuses du narco-business et du petit commerce". Ongleries, kebabs, épicerie ou barbiers, certaines de ces boutiques, partout en France, sont devenues des machines à blanchir l'argent de la drogue. Plusieurs narcotrafiquants dévoilent comment ils utilisent ces petites structures pour blanchir discrètement l'argent issu de la vente de drogue. - "Dernier verre". Enquête dans un village du pays d'Auge qui fait ...

**3 JEUDI**

**20.10 LE MORT DE LA PLAGE**



Eloïse Gentil (Claire Borotra), capitaine déterminée de la section de recherches de Caen, se retrouve plongée dans une enquête qui va bouleverser sa relation déjà compliquée avec son père, Robert (Jean-François Balmer), historien réputé et spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Après plus de vingt ans de tensions et de non-dits, leur chemin se croise de manière inattendue lorsque le corps de James Crawley, un vétéran de 91 ans, est découvert sur une plage, revêtu de son uniforme de GI.

**CINE + PREMIER**

**19.50 A COUTEAUX TIRÉS**



"À couteaux tirés" est un suspense captivant qui plonge le spectateur au cœur d'une enquête criminelle entourée de mystères familiaux et de tensions latentes. L'histoire commence de manière saisissante lorsque Harlan Thrombey (Christopher Plummer), un auteur de romans policiers à succès, est découvert mort dans sa somptueuse demeure, apparemment par suicide. C'est sa gouvernante qui fait la macabre découverte, déclenchant ainsi une série...

**6**

**20.10 CHAMPAGNE !**



Jean (François-Xavier Demaison), Patrick (Stéphane De Groodt), Joanna (Sylvie Testud), Romane (Elsa Zylberstein) et Guillaume (Éric Elmosnino) se connaissent maintenant depuis plus de 30 ans. Leurs mariages et leurs enfants n'ont pas réussi à les éloigner et, le temps d'un week-end, la bande décide de se rendre en Champagne pour l'enterrement de vie de garçon de Patrick. Cependant, lorsque la future épouse arrive à l'improviste elle ne semble pas faire l'unanimité...

**CINE + FAMIZ**

**19.50 LES GRANDS ESPRITS**



François Foucault, professeur agrégé de lettres au lycée Henri-IV, mène la vie dure à ses élèves. Sans pitié dans ses notations, il l'est également au moment où il rend les copies. Il va devoir faire preuve d'un peu d'humilité quand il est contraint d'enseigner pendant un an dans un collège classé REP+...

**arte**

**20.00 HAPPY VALLEY**



**Saison 1 - Episode 1**  
À Halifax, dans le Yorkshire, le sergent de police Catherine Cawood, divorcée, vit avec sa sœur et son petit-fils, qu'elle élève. Catherine s'est secrètement promise de venger sa fille, qui s'est suicidée huit ans plus tôt après une agression dont elle ne s'était jamais remise. Parallèlement, Kevin Weatherill, un agent comptable, s'allie à une organisation criminelle pour préparer le rapt de la fille de son patron Nevison Gallagher, qui a refusé de lui accorder une augmentation.

**CINE + FRISSE**

**19.50 DESTINATION FINALE 5**



Alors qu'il est dans un bus sur un pont suspendu où des ouvriers sont en train de travailler, Sam Lawton a le pressentiment que le pont va s'effondrer. Pris de panique, le jeune homme ordonne à tout le monde de sortir au moment où le pont s'écroule effectivement. Lui, Molly, sa petite amie, et quelques autres passagers survivent donc miraculeusement à l'affaissement inexplicable du pont.

**TF1**

**20.10 MASK SINGER**



Dans ce concours présenté par Camille Combal, plusieurs célébrités masquées et entièrement déguisées s'affrontent durant des duels, des trios voire des quatuors en chanson, sur des airs populaires. Leurs prestations sont jugées par un jury de quatre enquêteurs et le public présent, auquel peut s'ajouter un enquêteur invité certains soirs. Avant chaque performance scénique, des indices sur la célébrité cachée sous le costume sont dévoilés dans un film.

**2**

**20.10 HAUTE SAISON**



**Saison 1 - Episode 3 : Crime solaire**  
Sophie Rollin, monitrice de colonie de vacances, est retrouvée morte en plein soleil, victime d'un empoisonnement. Chargés de l'enquête, le capitaine Alex Cerutti et son équipe découvrent rapidement que la jeune femme avait tenté de contacter la police la veille de sa mort. Mais pour quelle raison ?...

**4 VENDREDI**

**20.10 LA NUIT ESPAGNOLE**



A l'occasion du 150e anniversaire des Chorégies d'Orange, le célèbre baryton Plácido Domingo organise une «Nuit espagnole», où il rend hommage à la culture de son pays. Avec notamment la soprano Ana María Martínez et le ténor Ismaël Jordi, il propose ainsi de redécouvrir l'art de la zarzuela, genre théâtral mêlant chants et dialogues parlés et rappelant l'opéra comique français.

**CINE + PREMIER**

**19.50 RAMPAGE : HORS DE CONTRÔLE**



Après qu'un satellite américain soit touché par un rat mutant géant, il explose, entraînant la libération de trois capsules contenant un produit mystérieux. Dans un refuge animalier à San Diego, Davis Okoye (Dwayne Johnson), un primatologue au tempérament réservé, se lie d'amitié avec George, un gorille qu'il a élevé et qui communique avec lui par la langue des signes. Cependant, la vie de Davis prend un...

**6**

**20.10 ARNAQUES !**



**Foires : attention aux rois de l'embrouille**  
Au sommaire : Des casseroles à prix d'or : les carottes sont cuites pour les escrocs. Plus de 700 foires en France et, sur les stands de cuisine, ces casseroles seraient révolutionnaires grâce à leur mystérieuse "pierre de lave" censée transformer la cuisson et permettre des économies d'énergie. - Le cauchemar des matelas à prix "promo". Etiquettes trompeuses, promotions floues, pression à la vente et discours bien rodés : mise en lumière de pratiques qui laissent parfois les clients sans voix.

**CINE + FRISSE**

**19.50 OTHER**



Lorsque sa mère décède brutalement, Alice, qui avait rompu tout contact avec elle depuis des années, se voit contrainte de revenir dans la maison de son enfance pour organiser les funérailles. Ce retour ravive en elle des souvenirs douloureux. Rien ne semble avoir changé dans cette demeure isolée dans le Minnesota et figée dans le passé, si ce n'est un système de vidéosurveillance très sophistiqué et une présence inquiétante qui rôde alentour.

**TFX**

**20.00 PREMIÈRES VACANCES**



Marion (Camille Chamoux), une dessinatrice de bandes dessinées pleine de vie et d'imagination, rencontre Ben (Jonathan Cohen) lors d'une soirée organisée par une application de rencontres pour célibataires. Les deux jeunes adultes, issus de milieux radicalement différents, ne cessent de se heurter à leurs personnalités et styles de vie divergents : Ben, prudent et attaché à sa famille, a suivi un parcours classique en école de commerce, tandis que Marion s'entoure de ses meilleurs amis...

**arte**

**19.55 MEURTRES À SANDHAMN**



**S 1 - Ep 1 : La reine de la Baltique**  
En se baignant dans la mer de Sandhamn, petite île au large de Stockholm, Nora trouve le cadavre d'un homme enroulé dans un filet de pêche. L'enquête est confiée à Thomas Andreasson, un policier de la capitale, qui est aussi un ancien camarade de classe de Nora. L'inspecteur tente de déterminer s'il s'agit d'un accident ou d'un meurtre. Intriguée par sa présence, Nora entreprend de l'aider malgré la...





**Poissons 19-02 au 20-03**  
 Vos activités réclament toute votre concentration, ne laissez pas distraire. Si nécessaire, ne craignez pas de vous isoler pour retrouver un certain calme.

**FLÉCHÉS N° 9588**

							ROUE ENTREE EN MATIERE CEREAL	
	MATER GARDIENNE DE LA PAIX			DANS ARTICLE GAZ				
					FRUIT DE MER BEAU TRAVAIL			
			CONDIMENT BETE POINTS OPPOSÉS			GRADE SYSTEME D'ECOUTE		
		CHOISIE DEVETU						
BESOIN DE GRATTER PANICULE							HAUT DU VISAGE BISTROT	
			LETTRES EN SERIE NOTE			PART EN PART INGURGITE EXILE		
AUTOBUS COUP DE TAMBOUR					PUE DIPLOME VEHICULE MILITAIRE			
			DISTANCE COLERE CORDE MINCE					
				CERNE COCHON			LETTRES DE CHANGE GERMANIUM	
BIEN VENUES		DANSE DE L'ARGEN- TINE						
				DES CLOUS! DES NEFLES! QUE DALLE!				

[illegible]

1. Table de multiplication. Métal précieux.
2. Cactus. C'est quand il est nu qu'on peut dire qu'il est à poil !
3. Signes à signe.
4. Evasée à son tour.
5. Pli de bridge. Accident de la circulation. Pronom.
6. Ils ont tout l'air de stopper.
7. Deux à trois. Reste à désigner. Révolution lente.
8. Alors interdire de pêcher. Tant qu'elle ne se rend pas, on a la vie sauve !
9. Une femme infâme. Préposition.
10. Beaucoup. Etant à peine mouillé.
11. Banni par les régimes. La grande, elle est bien armée !

A. Font des enceintes pour les animaux.  
B. Hobby soit son violon !  
C. Bruit d'enfer.  
D. Infinitif.  
E. Acrimonie.  
F. Lâché en se soulagant.  
G. Teinte en jaune-brun.  
H. Petit ongulé !  
I. Fait paraître.  
J. Tout venant  
K. Non concernée.  
L. Prise.  
M. Entre le titre et la matière.  
N. Part à temps.  
O. Presser des oreilles.  
P. I. Parfaitement  
Q. Joutes.  
R. Prune à pruneau.

N	O	I	T	A	I	R	P	O	R	P	P	A	A	F
C	A	R	V	D	R	A	F	F	U	A	H	C	O	E
T	A	R	E	T	A	T	S	N	O	C	H	N	O	I
N	N	U	A	G	E	T	I	N	R	E	D	O	M	U
E	G	E	E	T	N	E	R	T	V	E	R	N	B	O
M	E	V	M	I	L	L	E	E	R	E	E	O	R	R
E	D	A	S	E	B	A	R	I	L	C	U	I	E	G
T	R	I	X	P	S	B	E	L	U	N	Q	T	C	T
O	A	R	I	E	E	S	I	R	I	C	O	U	N	R
R	V	U	O	A	A	U	I	S	N	E	L	C	A	O
V	E	O	N	U	O	E	S	O	E	E	E	O	L	P
E	L	T	C	D	H	E	R	R	R	S	R	L	A	L
H	U	E	E	C	D	T	T	G	O	F	B	E	B	I
C	O	R	E	T	I	N	E	R	E	B	R	E	V	A
A	B	M	A	S	E	P	R	U	E	T	C	A	R	T

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est vraiment cochon.
- Mon 2e c'est la hauteur du corps humain.
- Mon tout est une grande porte.

1 C	2 O	3 M	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	5	2	18	16	1	8	10	2	4
6	11	10	6	7		2	1	5	6
5		6	4	6	5	17	10	6	7
11	10	7		5	6	6		6	
6	4		7	9	4	7		7	6
8	2	8	2		4		3		7
16		6	16		6	8	6		7
6		7	13	10		6	1	12	2
14	2	8		4	10	1	12	6	5
14	10	9	4	8	7		9		6
6		3	16	6		6	4		6
3	10	6		5	9	4	1	12	7
6		4		4	6	15	6	16	
4	6	8	8	6		10	8	6	3
8	10	7		5	16	6	6	7	

## FLECHES N°9587

L	A	I	D	E	R	O	N	
I	D	E	E		A	N	O	N
C	O		T	O	R	T	U	E
E	R	R	A		E		A	
N	E		L	P		S	K	I
C		P	A	O	N		C	L
I	R	A		P	O	C	H	E
E		R	U	E		I	O	
M	O	I		L	U	T	T	A
E	S	S	A	I		E	T	C
N	A		I	N	D	E		T
T		P	R	E	S	S	E	E

A	L	T	E	R	N	A	N
---	---	---	---	---	---	---	---

F	O	U	T	A	I	S	E
F	U	T		V	E	T	U
I	P	E	C	A		I	V
R		U		L	A	C	E
M	O	R	N	E		O	S
A	S		E	M	E	T	
T	A	S		E	S	S	A
I		P	I	N	S		I
F	L	A	T	E	U	S	E

4	8	1	5	7	6	2	9	3
---	---	---	---	---	---	---	---	---

6	7	9	3	4	2	8	5	1
2	3	5	1	9	8	4	6	7
8	5	4	7	1	3	6	2	9
1	6	2	8	5	9	7	3	4
3	9	7	6	2	4	1	8	5
5	1	8	9	6	7	3	4	2
7	4	6	2	3	5	9	1	8
9	2	3	4	8	1	5	7	6

1	2	3	4	5	6
A		R	D	P	S
7	8	9	10	11	12
T		N	O	U	E
13	14	15	16	17	18
M		C	H	W	P
19	20	21	22	23	24



# 10 REFERENCES





## Une tempête tropicale frappe Tokyo



Une tempête tropicale longeant la côte pacifique du Japon depuis lundi a touché Tokyo mercredi, faisant gonfler les rivières et clouant au sol plus de 600 avions, alors que des centaines de milliers de personnes dans le pays ont été appelées à évacuer. Dans la capitale et ses environs, certains services ferroviaires ont été partiellement retardés ou annulés, même si de nombreux trains sont restés largement vides, certains écoles étant restées fermées et beaucoup d'employés ayant été autorisés à rester chez eux en prévision des pluies torrentielles attendues par le passage de la tempête Jangmi. Alors que la tempête remontait depuis le sud du Japon, les autorités ont appelé quelque 370.000 personnes, de Tokyo jusqu'à l'île de Shikoku à l'ouest, à évacuer leur domicile.

Jangmi, le premier typhon de la saison à frapper le Japon, a inondé des rues, arraché des panneaux, déraciné des arbres, provoqué quelques glissements de terrain et entraîné la fermeture de certaines autoroutes et environ 60.000 cas de coupures de courant avaient été confirmés.

## Le ministère de l'Education indien dans la tourmente après des scandales liés à des examens



La colère gronde ces derniers jours en Inde contre le ministère de l'Education, contraint de reconnaître des failles de sécurité sur un site de notation qui jettent le doute sur les résultats des examens de fin d'année passés par près de 2 millions de lycéens. La controverse a contraint le gouvernement à démettre de leurs fonctions le président et le secrétaire de son Bureau central de l'éducation secondaire (CBSE), à quelques jours d'une manifestation annoncée pour exiger la démission du ministre Dharmendra Pradhan. Le scandale a éclaté plus tôt ce mois-ci lorsqu'un jeune chercheur en cybersécurité a exposé sur les réseaux sociaux des failles affectant le site système de notation en ligne utilisé. Il a affirmé que ces défauts permettraient «de modifier les notes, de changer les remarques d'un examinateur et de fausser tout le système d'évaluation», a-t-il accusé.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## L'OCDE plus pessimiste pour une économie mondiale «sous pression»



Que la guerre au Moyen-Orient se prolonge ou pas, l'OCDE dit mercredi s'attendre à moins de croissance et plus d'inflation dans le monde en 2026, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des engrais qui pénalisent l'économie.

L'Organisation de coopération et de développement économiques a abaissé sa prévision mondiale en établissant deux scénarios, selon la persistance

ou non du conflit jusqu'en 2027, mais estimé que dans tous les cas l'économie était «sous pression». «Les effets économiques de ce conflit se feront probablement sentir pendant un certain temps, même après sa fin, compte tenu des mois qui seront nécessaires pour restaurer les infrastructures endommagées et les voies de transport et pour acheminer les produits dans le monde entier», indique

l'institution dans son rapport trimestriel sur l'économie mondiale. Alors que l'économie mondiale était «relativement solide» avant la guerre, soutenue par les investissements dans les technologies, la hausse de l'inflation réduit le pouvoir d'achat des consommateurs, la confiance des entreprises s'érode et des difficultés d'approvisionnement apparaissent.

## Inde: au moins 21 morts dans l'incendie d'un hôtel de la capitale New Delhi

Au moins 21 personnes sont décédées mercredi dans l'incendie, pour l'heure d'origine indéterminée, qui s'est déclaré dans la matinée dans un hôtel de la capitale indienne New Delhi. Plus de 40 personnes ont également été blessées et hospitalisées. La police n'a donné aucune précision sur les causes de l'incendie qui a détruit le Flourish Stay, un bed-and-breakfast bon marché situé dans la partie sud de la mégapole de 30 millions d'habitants. Plusieurs des morts sont des ressortissants de pays africains venus en Inde pour un traitement médical, ont rapporté des médias locaux. Les incendies en Inde sont fréquents, en raison d'infrastructures en piteux état et de normes de sécurité et d'évacuation pas toujours appliquées.

En mars dernier, un incendie provoqué par un court-circuit électrique a causé la mort d'autre moins dix patients d'un hôpital de la ville de Cuttack, dans l'est de l'Inde.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE BACCALAURÉAT ET LA DÉMOGRAPHIE

Jamais auparavant, les cours de soutien et de rattrapage privés n'ont atteint une telle ruée de potaches que cette année pour qu'elle apparaisse en un vif déploiement. Elle souligne surtout une forte prise de conscience de la nécessité d'une préparation et d'une mise en conformité avec la réalité difficile et ardue d'aujourd'hui.

Mais à l'ombre de cette toile, qu'un esprit simpliste considérerait comme une anodine embarquée, le grand défi repose surtout sur la prise en charge des cascades successives de jeunes diplômés.

L'une après les autres dans la ruée, se

poussent et se bousculent vers l'avant pour occuper une place dans la vie active. Toute l'attente est basée sur le besoin d'une existence pleine et sereine. Cela suppose emplois, logements, santé et tout un attirail de commodités que l'Etat se doit de mettre en place pour que la citoyenneté soit assurée.

Comme il ne suffit pas de se féliciter de la densité de la population algérienne à prédominance jeune, il est indispensable pour l'Etat de répondre à une charge économique et sociale fastidieuse. Gageure colossale dans le monde bouleversé aujourd'hui pour les gouvernants quand l'effort indispensable consiste à allier la régulation de la démographie galopante à l'ensemble des énormes attentes de la société algérienne.

## Grève générale au Portugal contre un projet de réforme du code du travail



Les transports en commun et les services publics étaient fortement perturbés mercredi au Portugal en raison d'une grève générale de 24 heures convoquée par la principale confédération syndicale du pays afin de protester contre un projet de réforme du code du travail. Si le mouvement social a également stoppé la production dans au moins une vingtaine d'usines, selon la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), il touchait surtout les entreprises publiques de transports, les services municipaux comme la collecte de déchets, les écoles ou les hôpitaux. Des services minimum étaient toutefois assurés dans plusieurs secteurs considérés essentiels. A Lisbonne, toutes les stations de métro étaient fermées mais certains bus circulaient. A la gare ferroviaire de Santa Apolonia, dans le centre-ville, les panneaux d'affichage déroulaient une longue liste de trains supprimés.